

VIE OUVRIÈRE

JANVIER • FÉVRIER 1986

191 / 2,50

Mélias Et Cris

MOI, FÉMINISTE?

L'ÉGLISE À CUBA

L'ASSURANCE-CHÔMAGE
EN PÉRIL



Une Baronne au service des plus pauvres

Ma vie avec Dieu

Catherine
de Hueck Doherty

par l'auteur de
Poustinia

cerf | L'Évangile au XX^e siècle

232 p.; 13,5 cm sur 19,5;

11,95\$

Passionnant comme un roman, et si vrai! D'autant plus précieux que la Baronne est décédée à la mi-décembre 1985.

Disponible chez NOVALIS, C.P. 700, Hull, Qué., J8Z 1X2; à ses comptoirs: 375, Rideau, Ottawa, (613) 560-2542, et 8123, St-Denis, Montréal, — métro Jarry — (514) 382-8432, ainsi que chez votre libraire.

Catherine de Hueck Doherty est la fondatrice de la communauté de Madonina House à Combermere, Ontario, vouée au service des pauvres et à l'accueil des gens qui veulent y faire une expérience de solitude et de prière.

Dans *Ma vie avec Dieu*, elle fait revivre pour nous les principaux moments de sa vie: ses lointains souvenirs de Russie, son enfance en Égypte, son mariage avec le Baron de Hueck, ses passages successifs de la richesse à la pauvreté, son apostolat en France, à Harlem, à Combermere.

La vie de Catherine révèle combien déconcertantes mais aussi combien riches sont les voies où Dieu mène ceux et celles qui prêtent l'oreille à ses appels.



DONNER DES MAINS À LA FOI

L'analyse sociale pour tous

Guy Paiement met à la portée de tous une méthode d'analyse pour mieux connaître son milieu et pouvoir y changer quelque chose. Une session qui apprend à mieux insérer l'Évangile dans la vie.

Dates: les mardis 4, 11, 18, 25 février et 4 mars (de 19h à 21h30)

Vivre l'Alliance avec le pauvre

Bernard Ménard aidera à cerner ce qui semble le défi le plus pressant auquel nos communautés sont acculées présentement: l'Alliance de Dieu avec les pauvres.

Dates: week-end des 8 et 9 mars (samedi de 9h à 16h; dimanche de 9h à 12h30)

La Révision de Vie

Jean Fortier vient d'enregistrer au Centre St-Pierre une cassette sur la Révision de Vie: voir, juger, agir. Un instrument clair et simple pour s'initier à reviser ses engagements en équipe.

Prix: 5\$ (ajouter 1\$ pour frais postaux)

Pour s'inscrire ou pour commander:

Centre St-Pierre, 1212, rue Panet, Montréal H2L 2Y7
Téléphone: 524-3561, poste 303

NE MANQUEZ PAS EN MARS

- Une entrevue avec Bernadette Devlin
- Un dossier sur le logement
- Les femmes immigrantes
- La faim en Afrique

relations

Un conte de Noël

les réfugiés



Je désire m'abonner à Relations

Nom _____

Adresse _____

_____ Code postal _____

Abonnement 1 an (10 nos) 16\$ — étranger: 20\$

Relations, 8 100 boul. St-Laurent
Montréal, Québec H2P 2L9 (514) 387-2541

sommaire



5/ Editorial — *Raymond Levac*. Bonne année, madame la marquise!

6/ Serviteur d'un mieux-vivre — *Céline Cossette*. Entrevue avec Benoit Fortin, prêtre-ouvrier dans les caves du Hilton à Québec, devenu, depuis, Supérieur des Capucins.

10/ Le féminisme, comme une poche de thé dans l'eau bouillante — *Louise Bessette*. La profonde influence du féminisme, surtout chez les mères et les grands-mères. Mais qu'advient-il de leurs filles?

12/ Savez-vous planter des arbres? — *Isabelle Drolet*. Une gang de jeunes, fatigués d'attendre qu'on leur trouve une job, ont décidé de fonder une coopérative forestière dans la région de Portneuf.

14/ L'Année de la paix — *Guy Côté*. 1986 sera l'Année internationale de la paix. Loin de ne concerner que l'avenir, la menace à la paix nous affecte dans notre quotidien aujourd'hui.

23/ Vie quotidienne: Myope, que je vous dis. — *Céline Cossette*. **Bande Dessinée: Le monde vu d'en bas** — *Vivian Labrie*.

24/ L'Église à Cuba: un tournant? — *Raymond Levac*. Vingt ans après la révolution cubaine, les relations tendues entre l'Église et l'État semblent connaître un déblocage.

26/ Les Philippines, terre de résistance — *Diane Gingras, Louise Leboeuf*. Nous avons appris du peuple philippin à donner des visages à la solidarité internationale.

28/ Alerte Centre-Sud — *Nicole Brais*. Un quartier populaire s'engage sur le terrain de l'économie par la création d'une corporation de développement économique et communautaire.

30/ «Wilson, Macdonald, Forget»: coupez — *André Giroux*. L'offensive dans le sens des coupures dans la Loi sur l'assurance-chômage est lancée. Il faudra crier nos revendications haut et fort.

32/ Une semaine sans voir le soleil — *Jean-Bernard Duhamel*. Une prêtre d'une région minière de Bolivie participe, au fond de la terre, à une grève de la faim vécue par les mineurs.

15/ DOSSIER/ MÉDIAS ET CRIS

— *Céline Cossette*. L'information, ce n'est pas ce qui manque en Amérique du Nord. Nous sommes mêmes noyés, suralimentés par cette puissante industrie. Se pourrait-il, cependant, que ce quatrième pouvoir ne soit que le miroir d'un monde, l'écho d'un seul discours? À côté des médias, il y a des cris qui ne peuvent se faire entendre.



Vie Ouvrière. Revue fondée en 1951, publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO).

Directeur: Raymond Levac • **Conseil de direction:** Gilles Comeau, Luc Dion, Gilles Dubois, Diane Gariépy, Hélène Parenteau • **Secrétaire à la rédaction:** Céline Cossette • **Comité de rédaction:** Luce Bédard, Hélène Charbonneau, Aline Gendron, Diane St-Germain, Monique Tremblay, Claude Hardy, Jean-Marc Lebeau, Jean Ménard • **Membres des sous-comités Jeunes, Femmes, Eglise, International:** Louise Bessette, Sylvie Bonin, Madeleine Bousquet, Nicole Brais, Jean Brouillette, Sylvie Cadotte, Suzanne Charbonneau, Dominique Cyr, Marié-Hélène Deshaies, Isabelle Drolet, Ginette Duquette, Sylvie Gervais, Molly Kane, Diane Lalancette, Sylvie Lavallée, Jacques Lauzon, Luce Pelletier, Lucie Raiche • **Maquette, montage, couverture et graphisme:** Anne Brissette • **Bande Dessinée:** Vivian Labrie • **Photos pour Vie Ouvrière:** Céline Cossette, Pierre Gauvin-Evrard, Raymond Levac • **Imprimerie:** Payette et Simms • **Photocomposition:** Photocomposition Tréma Inc. • **Distribution:** Diffusion Parallèle, tél. (514) 525-2513 • **Abonnement régulier:** 15\$/an, **de soutien:** 20\$/an, 28\$/ 2 ans, **à l'étranger:** 18\$/ an, **commande de 6 abonnements et plus:** 12\$ chaque.

Références: Les articles de la revue Vie Ouvrière sont répertoriés dans le Répertoire analytique d'articles de revues du Québec (RADAR), de la Bibliothèque nationale du Québec ISSN 0229-3803. Courrier de deuxième classe, enregistrement no 0220.

Revue Vie Ouvrière

1212, rue Panet, Montréal, Qué.
H2L 2Y7
Tél. (514) 523-5998

VIE OUVRIÈRE DISPONIBLE DANS VOTRE RÉGION

Montréal

Agence du Livre français
Divermag
Coop UQAM
Coop H.E.C.
Coop CEGEP Maisonneuve
Librairie Aube-Épine
Librairie Campus
Librairie Caron
Librairie Champigny
Librairie Flammarion
Librairie Hermès
Librairie L'Encrier
Librairie Lettre Son
Librairie Michel Fortin (CEC)
Librairie Nouvelles Frontières
Librairie Parchemin
Librairie Renaud-Bray
Librairie sons et lettres
Librairie Université de Montréal
Librairie Zone Libre
Maisons de la Presse Internationale
Métro Mont-Royal
Metropolitan News
Multimags
Tabagie Le Tabasoir
Tabagie Les Couche-Tard
Tabagie Maison Radio-Canada
Tuttolibri
Varimag
Vezina Tabacconiste

Longueuil

Librairie Classic
Tabagie St-Charles

Laval

Librairie Le Bouquin
Librairie Scorpion

Chicoutimi

Librairie Classic
Librairie Le Bouquiniste
Tabagie du Royaume

Joliette

Librairie René Martin

Outaouais

Globe Mags & Cigars
Librairie Classic (Gatineau)
Librairie de la Capitale
Librairie Le Trillium
Librairie Université d'Ottawa

Québec

Coop F.-X.-Garneau
Librairie générale française
Librairie Laliberté
Librairie Pantoute
Librairie St-Sacrement
Librairie Tabagie St-Jean

Rimouski

Tabagie Hôtel-de-Ville

Rivière-du-Loup

Coop du CEGEP

Rouyn

Coop Abitibi (CEGEP)

Sherbrooke

Les Librairies GGC
Tabagie Wellington

St-Jean-sur-Richelieu

Librairie Le Gribouillage

St-Jérôme

Librairie Communautaire

Terrebonne

Librairie Lincourt

Trois-Rivières

Libfac
Librairie Clément-Morin
Tabagie Champoux

Valleyfield

Librairie Marc-André Fortier

Réservez votre exemplaire.
Distribué par: Diffusion Parallèle —
Diffusion Prologue

éditorial

Bonne année, madame la marquise!

RAYMOND LEVAC

Tout va très bien madame la marquise. Nous avons deux gouvernements, l'un à Ottawa et l'autre à Québec qui nous ont promis du changement. Et il semble bien que nous en aurons. Alors que vouloir de plus?

Les politiques sociales

Du changement pour les personnes âgées? Le gouvernement Mulroney a voulu leur en fournir en désindexant leur pension de vieillesse. Pourtant, il faut dire que cela n'a pas plu aux groupes de retraité-e-s et pré-retraité-e-s qui ont fait bloquer ce projet par une mobilisation sans précédent. Il faut du changement pour les familles, de continuer malgré tout M. Mulroney: désindexons les allocations familiales! Pourtant, il faut dire que les groupes de femmes et les groupes familiaux n'ont pas apprécié ce cadeau et ont décidé de dire un non massif à cette politique.

Tout va très bien quand même, madame la marquise. Organisons un changement pour les chômeurs et chômeuses, se dit-on au fédéral à la suite du rapport Macdonald. Une commission d'étude présidée par l'ancien ministre québécois Claude Forget proposera-t-elle des coupures drastiques dans les prestations d'assurance-chômage? Pourtant, il faut dire que les groupes populaires et syndicaux entendent organiser une mobilisation d'importance pour s'opposer à un tel projet.

Malgré qu'on déplore quelques petits riens, tout va aussi bien à Québec. Quel changement va-t-on proposer aux femmes et aux hommes qui ne gagnent que le salaire minimum qui se trouve toujours scandaleusement à 4.00\$ l'heure? Cela va dépendre si M. Bourassa écoute le Conseil du patro-

nat du Québec ou les groupes de non-syndiqué-e-s qui réclament une augmentation d'importance.

Tout devrait aller bien avec le budget Bourassa. A moins que vous ne pensiez qu'il s'orientera dans le même sens que le livre blanc du P.Q. sur la fiscalité. Il défavoriserait les non-salarié-e-s et agrandissait les écarts entre assistées-sociales, chômeurs et faibles salarié-e-s.

Le monde du travail

Pour les gens qui ont un emploi salarié, madame la marquise, alors là, tout va très, très bien. Pourtant, il faut dire que des pressions énormes se font pour que des mesures comme la loi anti-scab soient abolies, que le code du travail soit amendé pour rendre encore plus difficile la syndicalisation. Un changement est annoncé pour les travailleurs de la construction qui les rendra totalement à la merci des entrepreneurs au niveau de l'embauche. Tout cela est-il un signe avant-coureur des modifications au code du travail qui se produiront suite au dépôt du rapport de la commission Beaudry? C'est à suivre.

Vous travaillez dans le secteur public et parapublic, madame la marquise? Alors là c'est bien. Le P.Q. avait fort diminué le rapport de force des syndicats par sa loi 37. Les libéraux veulent du changement: l'abolition totale du droit de grève dans le secteur de la santé! Bravo! On revient à la situation forçant les syndiqué-e-s à agir dans l'illégalité pour faire valoir leurs droits. Et avec un ministre du travail d'extrême-droite comme Pierre Paradis, tout ira très bien, madame la marquise.

Le libre-échange

Vous ne vous occupez pas de ciné-

ma, au moins? Non? Alors vous n'avez rien à craindre du libre-échange avec les Etats-Unis. Evidemment, on pourra toujours déplore les pressions que ne manqueront pas de faire les Américains pour qu'on coupe davantage les programmes sociaux canadiens pour les uniformiser avec la faiblesse de leurs propres programmes. Il y a aussi les milliers de mises à pied résultant de la fermeture des entreprises du secteur dit mou qui constituent toujours une part importante de l'économie québécoise. Le chômage ne disparaîtrait pas de si tôt... même avec une autre Baie James. Mais enfin, il faut un prix pour que ça aille bien.

Vous croyez que l'Etat intervient trop dans la société? Alors, vous serez servie, madame la marquise. L'heure est au désengagement de l'Etat... du moins pour le secteur social et les petites entreprises. Il faut se fier au dynamisme de l'entreprise privée; ce qui ne l'empêche pas de donner un milliard de dollars de notre argent à ces grandes entreprises dont une des banques vient de faire faillite. Evidemment, on déplore dans les centres, de femmes de ne recevoir presque rien alors qu'on demande si peu. Il en est de même dans les groupes populaires autonomes...

Pour qui le changement?

On pourrait parler des enjeux de la commission Rochon sur les services de santé, la politique familiale, l'introduction des nouvelles technologies, de la question nationale... Vous dites, madame la marquise, que vous gagnez moins de 30 000\$ par année? Beaucoup moins? Et bien sûr vous êtes une femme! Tout va alors très bien. Il faut pourtant que l'on vous dise...



Serviteur d'un mieux-vivre

Entrevue avec Benoit Fortin



Benoit Fortin, le nouveau Supérieur des Capucins, est un prêtre ouvrier qui a travaillé dans les caves du Hilton à Québec. Les seules robes de bure qu'il n'ait jamais rencontrées dans ce milieu se retrouvaient... sur les bouteilles de vin. Il a revêtu le bleu de travail pour être un ouvrier parmi les autres. Avec eux, il s'est débarrassé de l'Union américaine et l'a remplacée par un syndicat de la C.S.N. Il a été congédié pendant un an et demi pour une simple farce: l'annonce que l'hôtel donnerait une dinde à chaque employé pour Noël. De la basse-cour, il est passé à la Cour Suprême du Canada et a gagné son procès, malgré les menaces et les tromperies des patrons. Travailleur un peu spécial, il est allé sur le terrain pour être le serviteur d'un mieux-vivre, non pas pour prendre le pouvoir mais aider les autres à le prendre. Dans cette humilité, je n'ai rencontré aucune fadeur. J'ai croisé deux yeux rieurs, rusés, pleins de cette vitalité qui appelle la vie.

CÉLINE COSSETTE

...c'est du monde qui travaillait d'une clarté à l'autre.

Céline: Ta vie est très reliée au monde ouvrier.

Benoit: J'ai vécu douze ans dans le quartier ouvrier de St-Jean-Baptiste et j'ai travaillé neuf ans à l'hôtel Hilton de Québec. Toutefois, mes vraies racines, ce sont mes origines. Les premières images que j'ai vues de la vie, c'est du monde qui travaillait d'une clarté à l'autre pour vivre. On était dix-sept chez moi. Il fallait bûcher et cultiver une petite terre de roche pour s'arracher la vie. Le petit peuple est en bas de l'échelle. Il n'a pas de pouvoir: toujours travailler et pas d'avenir. C'est ce que j'ai retrouvé au Hilton, plus tard: une vie qui n'est qu'une corvée. J'ai été pauvre avant de faire le vœu de pauvreté. Dans mon milieu, j'ai développé une sensibilité, une vibration à la misère. J'ai eu une sorte de sentiment que je pourrais aider à améliorer cette vie. C'est avec ça en tête que je suis entré chez les Capucins qui, à cause de St-François, me semblaient plus près du peuple. Ce n'était pas une histoire d'église. Chez nous, on riait des enfants de chœur. Nous autres, on bûchait.

Après avoir été ordonné prêtre en '66, j'ai travaillé dans le milieu de l'éducation à Cap-Rouge. Dans ces années-là, ça bougeait au Québec et dans l'Église. On parlait d'une Église pauvre et servante mais il n'y avait ni geste ni démarche qui illustraient cela. Je ressentais une sorte d'infidélité à mon milieu, à mon sang. Moi et d'autres, on s'est dit: si on reste en communauté, c'est pour se mettre en situation de liberté et de créativité pour poser des gestes concrets pour le peuple.

Céline: C'est à ce moment-là que tu es allé vivre en quartier dans une petite communauté comme prêtre ouvrier.

Benoit: C'étaient là de nouvelles pistes pour concrétiser la réflexion de l'époque. Tant dans Gaudium et Spes (Vatican II) qu'au Synode de la justice dans le monde, en '71, le message

était clair: tu n'as pas le choix, une option préférentielle pour les pauvres et une participation au combat pour la justice, ça fait partie de l'évangélisation.

Alors, nous autres, on est partis très naïvement dans la rue, avec comme seul projet de vivre l'Évangile avec le monde. On a appelé ça la conversion des pieds: aller sur le terrain pour être convertis par les gens. Je me suis enfoui dans le milieu pour me laisser changer, pour réapprendre la vie dans le quotidien, le prix du pain. On avait un local au centre-ville pour les gens qui ont du mal à vivre, ceux que l'on cache quand viennent les expositions. Là, les pauvres ont pris des visages et des noms. J'ai été bouleversé, j'ai entendu pleurer comme jamais. Ça m'a fait un choc qui a rejoint les chocs de ma jeunesse. J'ai aidé les gens à souffler mais c'était toujours à recommencer. On ne peut en rester à du dépannage; il faut aller aux causes.

J'ai réalisé qu'il fallait passer à un autre cran. Passer du dépannage à la solidarité.

Je me suis tenu près des gens écrasés mais je me suis aussi approché de ceux qui se relèvent, qui s'organisent. Face au désespoir, il faut amener les gens à agir. J'ai encouragé les gens à aller travailler. Ils y allaient et se fai-

saient exploiter. J'ai réalisé qu'il fallait passer à un autre cran: s'inscrire dans des mouvements sociaux plus vastes pour amener des solutions collectives, pour améliorer la vie des gens qui n'ont pas de pouvoir. Passer du dépannage à la solidarité. Avec ma vision du monde, j'ai changé mon vocabulaire. J'ai commencé avec les pauvres, ceux à qui on donne. Puis les appauvris. Là arrive une question de justice. Maintenant, les opprimés. Il faut que tu organises leur libération. C'est clair pour moi, la société ne marche pas. Il y a un projet social à développer.

Céline: C'est dans cet esprit que tu es allé travailler. Pourquoi dans l'hôtellerie?

Benoit: Au centre-ville de Québec, il y a 3000 personnes qui travaillent dans les hôtels gérés par de grosses compagnies étrangères qui ont écrasé les quartiers. Comme Capucin, vouloir être frère du peuple, c'était aller sur leur terrain, partager leur lutte.

Je suis entré sur le marché du travail pour gagner ma vie et vivre dans ma peau la situation des travailleurs. J'ai vécu l'humiliation de chercher une job à un certain âge. J'avais dit que j'avais complété un secondaire V. C'était vrai. Que j'avais fait du ménage, de la réception, de la vaisselle. Qui n'en a pas fait?

J'ai commencé à travailler comme magasinier dans la cave du Hilton, là où la nourriture rentre. C'est un travail



VIE OUVRIÈRE

dur. Tu as de la misère à te grouiller le soir. Tu n'as plus d'idée, tes jambes sont raides, tes mains enflées même les fins de semaine. Dans les premiers six mois, j'avais le goût de me sauver, de dire que ce n'était pas ma vocation. C'était un univers stupide. Tous habillés en bleu, on n'était plus que des bras, des êtres supposément incapables de penser. On était la racaille. Je n'étais plus du bord des prêtres à qui on fait des courbettes. Je n'ai jamais dit que j'étais prêtre. Non pas que je voulais le cacher, mais je voulais vivre sans privilège, être engueulé comme les autres, manger la même merde.

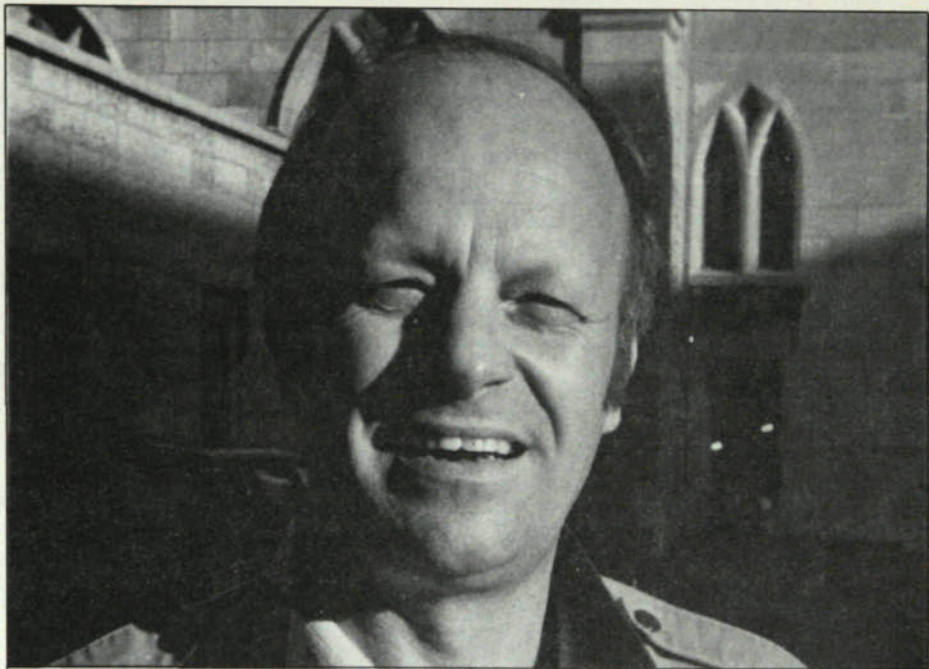
Céline: Tu ne voulais pas apporter de prime abord une espérance par les sacrements.

Benoit: Moi je voulais améliorer la vie. La Bonne Nouvelle était sur le terrain du pain et du beurre, d'un salaire valable, d'un logement décent. Comment leur dire que Dieu les aime, si ces hommes et ces femmes ne se sentent pas respecté-e-s dans leur vie? La première augmentation de salaire pour les femmes de chambre était de 1\$ l'heure, 40\$ par semaine: cela, ça compte. Être payé quand tu es malade, aussi.

La vie religieuse doit être une libération pour que la vie soit meilleure. S'il y a des oppresseurs, il faut les dénoncer.

Mettre les gens sur la voie de l'Évangile, c'est les sortir de leur isolement. J'ai dû comprendre les petits gestes, les communications non-verbales, les coups de poing sur les murs, les silences. Ces gens seuls, exploités ont réussi à se mettre ensemble, à développer un noyau, une famille. Après quatre ans de lutte, on s'en est sortis. On s'est débarrassés du local 31, un syndicat de boutique. On a formé une vraie association avec la C.S.N. À travers cela, les gens ont changé, ont grandi. Ils sont restés avec le goût de s'engager. Tout au long de la lutte, c'est la solidarité qui donnait une sorte de souffle.

Moi, mon rôle fut de soutenir l'espé-



VIE OUVRIÈRE

rance. J'ai été à leur service pour qu'ils prennent la parole et leur pouvoir. La vie religieuse doit être une libération pour que la vie soit meilleure. S'il y a des oppresseurs, il faut les dénoncer.

Céline: Là, tu es au bord de la politique.

Benoit: Oui, c'est tout politique. Je n'étais pas syndicaliste. En bon religieux, je croyais que tout le monde est bon et que les mauvais patrons, ça n'existe pas.

Mais la réalité est tout autre. Nous, on avait le salaire minimum et on travaillait comme des fous. On pouvait être mis dehors pour un rien. Tu te dis: ça n'a pas de sens. Il faut s'organiser pour que ça change, se donner des instruments, se réunir. Tu réalises tout à coup que tu fais de la politique et du syndicalisme. Moi, j'appelle ça de la charité efficace.

Être charitable dans ce milieu, ce n'était pas aller à la porte de l'hôtel et les consoler en leur disant qu'ils auraient une vie meilleure après la mort. Et la vie après la naissance, elle? Le milieu où tu gagnes le pain ne doit pas être un milieu où tu es écrasé. La charité efficace, c'est avoir une convention collective pour 500 travailleurs. Ceci a fait boule de neige. On est rendus 10 000 avec la C.S.N.

Céline: Ce qui ne veut pas dire que tu es prêt à entériner tout ce qui se passe dans le milieu syndical.

Benoit: Bien non! Le milieu syndical comme l'Église, comme le Vatican, a sa bureaucratie et ses scandales. Avec la crise, les organisations syndicales ont été débordées. Il y a une sorte de repli sur elles-mêmes. Tout ça est un peu inévitable. Et on peut le critiquer de l'intérieur.

Mais l'expérience qu'on a eue à la C.S.N., c'est qu'elle s'est intéressée à des petits travailleurs défavorisés et dominés par une Union américaine.

Ce milieu syndical commence à s'ouvrir, à penser à un mieux-vivre pour tout le monde. Et par mieux-vivre, on n'entend pas avoir plus pour consommer davantage. C'est avoir une facilité de vie au niveau des conditions essentielles: un salaire qui permet d'agir, un milieu où tu es respecté et non exploité.

Mieux que ça, c'est atteindre un niveau de conscience: chercher les intérêts, ne pas se laisser endormir, renoncer au capitalisme.

Et plus encore, c'est s'éveiller à la solidarité: agir à plusieurs, élargir son monde, s'engager pour que d'autres vivent mieux.

Il faut permettre aux travailleurs de prendre la parole et de s'organiser. Ça

Dieu est devenu pour nous quelqu'un qui est sur le terrain, où la vie est menacée.

va toucher des aspects politiques et plus globaux de la société.

Dans la mini-société du Hilton, on a pris un peu de pouvoir sur notre petite vie. On a saisi que quand tu t'organises pour t'en sortir, il y a de la répression. On a vu toutes sortes de tactiques. J'ai été congédié pendant un an et demi pour une dinde qu'on n'a jamais eue. Par contre, on a eu des agents doubles et des menaces. Il y a des gens intéressés à ce que ça ne change pas. Les patrons affinent leurs attaques. On n'est pas en terrain neutre.

Céline: Si tu n'avais pas ton immunité de prêtre, tu serais classé parmi les «rouges»!

Benoit: J'ai souvent été classé parmi les gens dangereux. Mais mon cheminement ne s'est pas fait seul. Ça fait douze, treize ans que nous échangeons, dans ma communauté, à partir de notre pratique ouvrière et populaire. C'était quoi, trouver Dieu dans une cave d'hôtel, dans les assemblées syndicales, lorsqu'on est menacé de se faire casser la gueule, lorsqu'on est poursuivi? La vie spirituelle, il faut la trouver dans ce que les gens vivent.

Dieu est devenu pour nous quelqu'un qui est sur le terrain, où la vie est menacée. Les droits des pauvres, des écrasés, sont les droits de Dieu. Dans les caves du Hilton, j'ai revécu l'Exode. «Et Dieu dit: j'ai entendu la clameur du peuple et j'ai décidé de vous faire sortir». J'ai entendu les prophètes: «Si vous exploitez vos ouvriers, n'allez pas faire des sacrifices et des célébrations.»

Il y a toute l'Incarnation: Jésus qui vit la solidarité dans sa chair. Il n'est pas mort parce qu'on l'a débranché. Il a été tué pour ce qu'il a vécu et dit. Jésus a dérangé du monde. Nous autres, on a essayé de suivre ce chemin tout simplement.

Le Dieu qu'on prie est lié à la vie des hommes et des femmes d'aujourd'hui, lié au projet de libération de

ce monde. C'est un Dieu Libérateur.

Au Hilton, j'ai trouvé du monde d'une bonté incroyable, avec un souffle de vie, un sens de l'autre, un rêve d'un monde. Des gens très proches de l'Évangile mais qui, toute leur vie, ne sauront peut-être pas qu'ils croient. Je n'ai pas eu de misère à trouver Dieu là-dedans.

Céline: Qu'est-ce que ça change que tu sois devenu Supérieur des Capucins?

Benoit: J'ai changé de travail, je n'ai plus les mains enflées. Je ne vis plus avec les travailleurs. Je risque d'oublier le prix du lait, du pain, parce que je n'ai plus à gagner ma vie. Ma vie a changé, mais j'espère que ça ne changera pas les options que j'ai.

J'ai accepté de devenir Supérieur pour prendre un certain pouvoir et développer, au niveau de ma communauté et des autres religieux, les options de pauvreté et de justice pour les travailleurs. Je prends la parole auprès de groupes de religieux, pour éveiller, encourager les bouillonnements et relier la prière à une justice et

à une analyse sociales. Je travaille à éliminer certains préjugés. Je leur raconte mon histoire: «Il était une fois...».

Plusieurs communautés viennent de milieux pauvres. Il faut passer du «pour» au «être avec», aller sur le terrain, être en communion de destin. Passer d'une Église parlante à une Église vivante.

Il faut faire une relecture de nos vœux. Dans la chasteté, il y a une liberté. On est dégagé pour attaquer, prendre des coups. On est irrécupérable car libre de toute attache. Qu'est-ce que l'obéissance si elle n'est réduite qu'à un renoncement à sa volonté? Elle entretient l'immaturité. Elle signifie plutôt une disponibilité aux «signes des temps».

Le grand danger pour moi, c'est d'être récupéré par l'institution dont je suis le permanent. Mon défi, c'est de repartir du monde des pauvres pour que l'institution redevienne un lieu prophétique, un lieu de libération. Ça, c'est un combat pour moi.

Ma situation de Supérieur me donne une crédibilité pour prendre la parole. Je la prends.



VIE OUVRIÈRE

Le féminisme, comme une poche de thé dans l'eau bouillante

LOUISE BESSETTE

Enquête et compilation: Suzanne, Hélène, Sylvie et Nicole

Le comité-femmes de la revue a enfin procédé à son enquête-maison. Telles de fines limières, nous sommes parties à la recherche des traces permanentes laissées par les luttes féministes des dernières années. Nous voulions prendre le pouls.

Que pensent les femmes du féminisme et des féministes? Le mouvement les a-t-il rejointes en douce, mine de rien? En sortent-elles gagnantes? Croient-elles au partage des tâches? Qu'ont-elles à dire à propos des garderies, de l'autonomie financière, du libre choix à la maternité, de la pornographie?...

Que pensent les femmes! Mais quelles femmes? Nos voisines, nos soeurs, nos compagnes de travail, nos amies du centre de femmes ou d'un groupe du quartier. Des femmes quoi! Juste des femmes. Ni des féministes avouées, ni des militantes enrégées. Bref, vingt-sept femmes!

Nous avions l'intuition qu'on ne mesure pas uniquement la portée du féminisme à la vigueur de son mouvement organisé ni à la prolifération des groupes autonomes de femmes. Nous avions envie de voir si le féminisme se répandait comme une poche de thé dans l'eau bouillante. Et si l'infusion était forte.

L'infusion est bonne. Il est vrai que peu de ces femmes se disent féministes — certaines ignorent même de quoi il s'agit. Par contre, elles ne sont pas — quoiqu'on en dise — en réaction contre les «méchantes féministes radicales». Le plus souvent elles méconnaissent leur histoire, mais elles sont curieuses. Elles identifient les batailles des femmes comme un facteur positif de changement dans leur vie. Mais surtout, chacune d'entre elles pose une quantité de gestes de résis-

tance, impossibles à poser sans l'appui d'autres femmes, sans la présence d'un mouvement organisé.

Vous a-t-on déjà dit que vous étiez féministe?

«Non, on ne m'a jamais traitée de féministe, mais j'ai déjà mis mon tablier sur la corde à linge.» (Une femme de 67 ans, mariée, mère de 10 enfants).



La moitié des femmes de plus de trente ans se fait «traiter de féministe», l'autre pas. L'épithète leur est plus souvent qu'autrement lancée par la tête par le fils, le conjoint ou la voisine. On dit d'une femme qu'elle est féministe si elle se choque, si elle ne fait plus la vaisselle, si elle veut négocier le partage des tâches, si elle refuse de faire l'amour.

Si le mot est lâché pour insulter, il arrive qu'il soit pris pour un compliment. «Se faire traiter de féministe? C'est un compliment! Parce que pour moi, c'est signe que je défends mes droits, que les gens n'useront pas de mon corps si je ne le veux pas. Pour moi, être féministe, c'est le respect de soi...»

Les filles de moins de vingt ans, elles, ne sont pas féministes, du moins on ne le leur a jamais dit. Plusieurs entendent le terme pour la première fois. Deux adolescentes ont même confondu «féministe» et «féminine». Une était féministe... à cause de ses cheveux! L'autre avait une mère plus féministe... qu'elle, sa mère s'habillait mieux!

Si elle avait 20 ans, comment envisageraient-elles l'avenir?

Les femmes de plus de trente ans sont unanimes. Elles feraient des études plus avancées, auraient moins d'enfants ou les auraient plus tard. Elles ne refonderaient plus une famille dans les mêmes conditions. Certaines ne se marieraient plus ou y penseraient à deux fois. Elles vivraient plus pour elles. Les notions de choix et d'indépendance personnelle seraient primordiales.

Une femme de 67 ans raconte: «Je ferais peut-être un cours en médecine, mais pas infirmière. Je me remarierais mais j'aurais moins d'enfants (elle en a 10). Je voudrais m'occuper d'eux. Je pourrais avoir un bureau à la maison, par exemple.»

Les femmes qui fréquentent un centre de femmes se font plus précises. D'abord, elles auraient un bon contrat de mariage. Elles auraient un travail rémunéré et les enfants iraient à

la garderie. Elles ne laisseraient pas tomber leurs amies en se mariant. Elles auraient un compte en banque. Toutes penseraient davantage à elles-mêmes.

Celles qui «ont l'avenir devant elles» rêvent de se marier et d'avoir des enfants. Aucune n'entrevoit le concubinage sans enfant ou le célibat avec ou sans enfant. Par contre, elles veulent un métier, une profession pour un éventuel retour sur le marché du travail quand les enfants auront grandi. Pour la moitié d'entre elles, le mari demeure la principale source de revenu familial. La femme pourra «l'aider» si nécessaire, mais elle n'a pas à assurer sa propre autonomie financière.

Le féminisme vous a-t-il influencée?

La grande majorité des femmes rencontrées répondent que le féminisme a changé la vie des femmes. Les femmes peuvent décider quand faire les bébés. Elles sont plus libres. Elles font l'amour par plaisir. Les femmes sortent de la maison. Elles sont plus autonomes. Elles sont plus nombreuses en politique, dans les affaires. La lutte des féministes leur a donné le droit de vote.



Si les femmes interviewées sont conscientes des améliorations apportées par le mouvement féministe dans la société, elles ne sont pas toutes convaincues d'avoir personnellement profité de ces changements. Il peut s'agir de leur situation financière. Certaines d'entre elles font face à l'écclatement de la famille. Elles se retrouvent



travailleuse rémunérée, ménagère et parent unique. Elles font la triple job et sont très essouffées en fin de semaine. L'une d'elles croit que le «vent de féminisme a créé une agressivité entre les femmes et les hommes».

Cinq femmes impliquées dans des groupes populaires disent n'avoir jamais entendu parler du féminisme. Mais du même souffle, elles racontent leur participation à la fête du 8 mars, la «fête des femmes». Ou encore, cette assistée sociale qui parle de son implication dans un groupe qui promet l'autonomie financière des assistées sociales. On peut penser que l'action et le discours féministes les ont rejointes, elles et plusieurs autres. Mais elles ne connaissent pas nécessairement l'histoire de leurs luttes.

Et le partage des tâches, la contraception, la pornographie...

Les femmes de plus de trente ans militent quotidiennement en faveur du partage des tâches mais seulement la moitié des conjoints ont capitulé. Les femmes âgées ont mis les hommes aux travaux lourds. A eux, la balayuse et le lavage des planchers!

En grande majorité, les grand-mères sont en faveur des garderies mais n'y ont jamais envoyé leurs enfants. Les femmes dans la trentaine ont des réserves à envoyer les leurs en garderie même si elles favorisent leur existence.

Les adolescentes envisagent de partager les tâches avec leur futur conjoint. Mais elles glissent partout des «parfois» et des «à l'occasion». La cuisine reste leur terrain privilégié. Elles désirent partager la responsabilité de l'éducation des enfants.

En matière de contraception, les jeunes filles sont unanimes. C'est une responsabilité de couple. Mais pour plusieurs d'entre elles, la question ne s'est pas encore posée. Plus de la moitié des plus âgées croient aussi à la responsabilité de couple. Les autres affirment que la contraception reste encore leur unique responsabilité. Une répondante a précisé que les méthodes contraceptives temporaires utilisées par les femmes (stérilet, pilule) étaient les seules satisfaisantes pour l'instant. Tandis que pour la contraception permanente, la vasectomie semblait tout indiquée.

Les femmes ne sont pas contre l'avortement, ou ne le sont plus. Ça ne représente pas nécessairement une solution qu'on retiendrait pour soi, mais elles acceptent le choix des autres.

La pornographie les choque toutes, particulièrement les plus jeunes femmes. Quelques exceptions ont appris à supporter les habitudes de consommation de matériel porno de leur mari.

Le féminisme en terrain fertile

Ce tableau impressionniste est partiel. Il nous a semblé suffisamment parlant pour conclure que le discours et l'action féministes s'étaient trouvés en terrain fertile chez ces femmes. On devient féministe sur le tas!

Le féminisme a fait des «petites» comme on dit! Mais les grand-mères et les mères sont plus fortes que leurs filles. C'est ce qui nous inquiète. Les jeunes n'ont pas appris la leçon. Elles ont tout à découvrir. Rien n'est acquis. Seront-elles malgré tout mieux armées quand elles engageront leur inévitable première bataille?

Savez-vous planter des arbres?

ISABELLE DROLET

Quand on leur demande ce dont ils rêvent comme job, les jeunes parlent souvent d'un emploi à leur goût, pas routinier. Une job où la créativité, le sentiment de faire quelque chose d'utile et la possibilité d'avoir des rapports moins hiérarchisés sont présents. «Faire sa vie» ne se limite plus à manger-dormir-travailler.

Est-ce du domaine du rêve ou de la réalité? Une gang de jeunes, techniciens forestiers pour la plupart, fatigués d'attendre que les gouvernements ou les compagnies leur trouvent une job, ont décidé de créer leur réalité. Pour faire cesser le rêve, ils ont fondé une coopérative forestière dans la région de Portneuf.

Déboise et reboise

Aujourd'hui, la Coop compte quinze membres. Quatorze gars et une fille ayant en moyenne 27 ans, exploitent l'entreprise forestière. Concrètement, ils font la coupe du bois, gèrent le transport, l'achat, la transformation et la mise en marché de cette matière ligneuse. Ils s'occupent aussi de la construction et de l'entretien des chemins menant à leur travail. Exploitation forestière ne veut pas seulement dire déboiser. Ils voient à garder une vitalité aux forêts par des travaux sylvicoles: l'aménagement forestier et le reboisement.

Faire renaître la forêt est un processus assez long qui passe par trois étapes.

On fait d'abord le scarifiage, la préparation du terrain. Viennent ensuite le reboisement proprement dit et finalement le dégagement de plantation, où on élimine les plants qui empêcheraient les autres de pousser. Beaucoup de travail, et les journées sont longues. Elles commencent vers 6h30 le matin et se terminent vers les 4 ou 5 heures l'après-midi. Mais ces travailleurs-euses prennent de l'expérience au fil des jours. Un bon planteur peut faire 2 500 plantations par jour quand le terrain est beau.

La Coopérative n'est propriétaire d'aucun terrain d'exploitation. Il lui faut donc décrocher des contrats pour travailler. Ceux-ci sont négociés avec le ministère de l'Énergie et des Ressources. Celui-ci, dans une politique d'aide aux coopératives forestières, peut lui offrir jusqu'à un maximum de 50% des contrats d'une région, directement et sans appel d'offres. Il est possible d'aller chercher plus de contrats mais il faut faire face au marché et offrir des prix concurrentiels.

Prendre racine

La Coopérative se débrouille bien, quoique l'expérience soit toute jeune. Elle n'opère que depuis mai '83. En octobre '82, quelques gars, la plupart des finissants en techniques forestières, écoeurs du B.E.S., se regroupent autour d'une idée en l'air: «Pourquoi ne pas partir une coop forestière?» Ils entreprennent des démarches, des recherches, font des rencontres et montent des dossiers pour un projet de coopérative forestière. L'acceptation vient enfin au bout de sept mois, à l'époque par le ministère des Institutions financières et coopératives, puis par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, Division Coopératives, avec qui ils font affaires aujourd'hui.

Sept mois, c'est long. Les délais normaux pour une telle démarche sont d'environ trois mois. Mais les difficultés ont surgi. Le problème le plus épineux a sans doute été celui de QUI ferait partie de la Coop. Au début du projet, douze personnes extérieures de la région de Portneuf s'étaient entendues pour être les membres fondateurs de la Coop. Mais il existe une loi



disant «que les forces du milieu doivent se prendre en main». Il y a donc eu des rencontres avec des gens de St-Raymond-de-Portneuf pour créer un nouveau projet avec eux. Des douze du début, cinq seulement sont venus s'installer dans le comté de Portneuf pour travailler avec les résidents de la région. Il a été entendu que «les forces du milieu» seraient toujours majoritaires dans la Coop. La caractéristique propre à cette région, la forêt, demeure donc entre les mains de ses propriétaires, des membres résidents.

Quand cette question a été réglée et le projet accepté, en mai '83, les travailleurs forestiers ont pu s'atteler à la tâche et prendre les moyens qu'il fallait pour arriver à leur but: l'aménagement forestier dans le comté de Portneuf.

Un rêve bien enclenché

Une partie de la «gang» de départ et des gens de la région ont réglé leur problème d'emploi. Mais ont-ils le milieu de travail dont ils rêvaient?

Avec la structure coopérative, tous sont égaux: chacun a droit de parole au même titre que le président. Ils contrôlent les investissements financiers, les profits sont ré-investis dans la Coop pour le local, l'équipement, les projets futurs. S'il y a des excédents, ils sont distribués aux membres.

Décider du milieu où l'on travaille, le faire pour soi-même (propriétaire-usager), avoir une force de groupe pour travailler et négocier directement avec le gouvernement sont autant d'avantages dont ces jeunes rêvaient et qu'ils ont réussi à obtenir.

Le contrôle de ses horaires et de son salaire, permet d'accéder à une autonomie et de développer la prise en charge du milieu.

Mais ce rêve subit encore les contraintes de la réalité. On ne peut prévoir les contrats que quatre mois à l'avance. Il y a un fond d'insécurité qui oblige à prendre ce qui passe. C'est dur de faire de la coupe à blanc, de raser complètement un coin de terre quand on est sensibilisé à l'écologie et à la nécessité de préserver la forêt. Mais a-t-on vraiment le choix quand le travail manque de façon flagrante?

On espère un jour avoir le choix. Les

projets ne manquent pas: l'inventaire forestier, la récolte de cônes, l'acquisition d'usines de sciage, de pâtes et papiers, l'implantation de serres.

Bien se brancher

Avec une coopérative on peut assurer son avenir mais il ne s'agit pas seulement d'un projet de travail. Si on n'a pas d'abord et avant tout un noyau humain, ça va craquer, même avec la plus belle structure administrative. Sans l'implication de chacun, l'organisation risque de tomber dans les mains de deux ou trois personnes. Et alors, la coopérative n'en est une que de nom.

L'implantation ne vient pas toute seule. Pour développer le sens coopé-

ratif, on a essayé de mettre sur pied des ateliers de sensibilisation, puis des comités d'information, d'embauche et de projets. Mais, ça n'a pas marché.

C'est difficile d'aller chercher des ressources humaines auprès des institutions coopératives et gouvernementales, car ces services donnent davantage des trucs techniques. Personne ne dit quoi faire en terme d'éducation.

Les travailleurs espèrent que la coopérative de développement régional nouvellement implantée, chargée de la mise sur pied et du suivi des coopératives, pourra leur apporter le support humain nécessaire à la survie de la Coopérative de Portneuf.

Un projet de société se bâtit à même nos milieux de vie, dont celui du travail.

Le dossier de juin?

C'est vous qui l'écrirez.

Écrivez-nous de petits récits humoristiques, émouvants ou comportant un suspense. Des textes courts et intéressants à lire durant l'été.

Notre objectif? Offrir à nos lecteurs et lectrices sur leur balcon, au parc, au chalet ou sur le bord de la mer des textes intéressants à lire en vacances.

Encourager parmi celles et ceux qui nous lisent les talents de romancier qui ne demandent qu'à éclore.

Envoyez-nous de petits récits fictifs ou réels à partir de situations de la vie quotidienne.

Longueur maximum: 6 feuillets (25 lignes de 60 frappes)

Date limite pour présenter les textes: 7 mars 1986 à:

Revue Vie Ouvrière, 1212, rue Panet, Montréal, Qc H2L 2Y7 — (514) 523-5998.

L'ANNÉE DE LA PAIX

GUY CÔTÉ, de l'Entraide missionnaire

Après l'Année internationale des jeunes, 1986 sera celle de la paix. On peut y voir une certaine continuité, puisque ceux qui ont le plus long avenir devant eux sont aussi ceux qui s'engagent davantage pour la paix.

Mais la paix n'est pas une question qui concerne seulement un avenir plus ou moins lointain. Ce qui menace la paix nous affecte aujourd'hui, autant que le chômage ou les problèmes de logement. La course aux armements engloutit des milliards de dollars qui ne peuvent être consacrés à la santé, à l'éducation ou aux programmes sociaux, **aujourd'hui**. La psychose de la guerre entretient une méfiance de l'ennemi qui tue toute confiance et tout espoir, **aujourd'hui**. En habituant nos consciences à la menace d'utiliser contre les populations entières des armes dévastatrices, la politique de dissuasion par le sur-armement anesthésie notre sens moral **aujourd'hui**.

Si la question de la paix nous concerne de si près, nous serions bien mal avisés de la reléguer au grenier des «jongleries» facultatives. C'est un défi pour aujourd'hui, et pour chacun et chacune d'entre nous. Bien sûr, les

Années internationales n'ont pas la réputation de faire des miracles. Mais nous pouvons quand même en attendre quelques pas concrets: une meilleure information; une prise de position plus nette; un engagement plus réel. Puis une mobilisation de l'opinion publique. Celle-ci ne suffit pas toujours à faire bouger les pouvoirs, surtout quand le complexe militaro-industriel est touché. Mais les pouvoirs, de leur côté, sont incapables de fonctionner indéfiniment à l'encontre de l'opinion publique. Plus précisément, sur quels points faire porter nos efforts? Quels sont les enjeux prioritaires?

1) **Démystifier l'épouvantail de la menace soviétique.** Sans avoir la naïveté de nier tout danger, il serait temps de se rendre compte que le peuple russe étant l'un de ceux qui ont le plus souffert de la dernière guerre mondiale, et qui en gardent la mémoire la plus vive (1), il n'est pas prêt à faire face de nouveau à des atrocités pires encore. Il faut chercher les avenues d'une rencontre à la base entre citoyens d'ici et de là-bas.

2) **Réexaminer notre conception de la sécurité nationale et de la défense.** Puisque tout danger n'est pas ex-

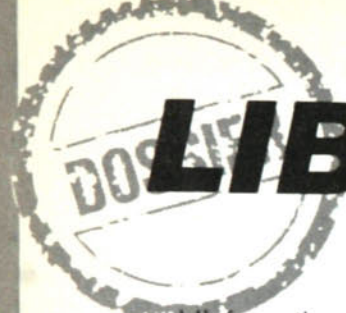
clu, il faut être en mesure d'assurer notre sécurité. Mais par quels moyens? Des voix de plus en plus nombreuses, et parmi les plus autorisées (par exemple, les ex-généraux pour la paix) dénoncent la théorie selon laquelle plus on est armé, mieux on assure la paix. Le contraire aurait plus de chance d'être vrai! Il faut donc de toute urgence inventer des alternatives politiques de dissuasion militaire, et créer des groupes voués à cette recherche, par exemple sur la résolution effective des conflits par la non-violence.

3) **Faire une analyse critique des mécanismes générateurs d'injustice, et donc de guerre.** En plus des grands déséquilibres Nord-Sud, il y a lieu de nous interroger sur nos habitudes de vie, en particulier celles qui concernent nos besoins immédiats. Nos dirigeants justifient les dépenses militaires de notre pays par la nécessité de protéger nos intérêts nationaux: niveau de vie, emplois, etc. Ces liens sont-ils si évidents? Avons-nous vraiment besoin de l'industrie militaire pour stimuler l'économie?

4) **Éduquer à la paix.** Le service de la paix commence par l'information, la réflexion et la discussion entre personnes de bonne volonté. Les lieux pour assurer cette libre circulation d'idées ne sont pas si nombreux. Il faut les multiplier pour éveiller sans cesse et développer la disponibilité à la paix et la capacité de paix. Dans les groupes populaires, les syndicats, les écoles, les églises, il faudrait pouvoir compter sur le travail de tels groupes. Et au plan personnel, chaque individu préoccupé de la paix doit apprendre à cultiver en soi les attitudes et les choix cohérents avec son désir de paix.

(1) Cf. *Le Monde diplomatique*, n. 377, août 1985.





LIBRE EMPRISE

L'information est une des plus belles conquêtes de l'humanité. Elle est l'affirmation de libertés fondamentales pour l'ensemble des collectivités. Mais à travers le canal de la transmission, ne prendrait-elle pas quelques libertés qui viendraient détruire la réalité des «médias pour tout le monde»?

Vu de l'intérieur

Le monde de l'information s'appuie sur un univers de libertés acquises au fil de luttes. Contre la censure se sont levées les libertés d'expression, d'opinion et de publication. Cette dernière s'est concrétisée dans la libre entreprise, associant la garantie de qualité à la concurrence.

À cause d'événements comme l'utilisation des médias à des fins de propagande et le stockage de l'information durant les deux dernières guerres mondiales, on est venu à réclamer d'autres droits et libertés. «Les entreprises doivent pouvoir rechercher et distribuer des informations en n'importe quel lieu sans que des considérations de frontières entre les États ne limitent cette liberté d'action.»¹ Les États-Unis ont appelé cela le «free flow», la libre circulation de l'information, doctrine adoptée par les démocraties occidentales. Plus encore, il faut un accès réel aux sources d'information: pouvoir aller sur les lieux, empêcher la rétention d'information.

L'information est considérée comme un outil de progrès et de développement. Elle doit être constituée non pas d'opinions ni d'idéologies mais de faits. Ceux-ci sont choisis en fonction de l'actualité, de leur signification et de l'intérêt qu'ils éveillent chez le public. Ces faits sont amenés avec le maximum d'exactitude. «L'objectivité résulte, selon une formule consacrée, "du libre heurt des multiples subjectivités".»¹

À travers ces principes, la bataille n'est pas terminée. Ces droits et libertés ont consolidé les entreprises de presse. Ce qui est maintenant réclame, c'est le droit à l'information et à la communication. C'est le public qui demande sa part de pouvoir.

En regardant autrement

Bardés de bonnes intentions, les médias n'en livrent pas moins chaque jour un produit qui n'atteint pas nécessairement ses objectifs, tant au plan national qu'international.

Le groupe de la Maîtresse d'école s'est penché sur le traitement fait à deux conflits internationaux. Si les médias peuvent se pencher sur l'école, pourquoi la réciproque ne serait-elle pas possible? Dans **L'arme de l'information**, le groupe examine la couverture faite pendant deux mois par **Le Devoir** et **La Presse** sur les conflits en Pologne et au Salvador. Leur but: mesurer leur **objectivité** de traitement face à deux événements qui d'abord, concernent les droits de la personne et ensuite, impliquent les deux super-grands, États-Unis et URSS.

Juste en terme d'espace, la Pologne est nettement favorisée: près de 3 fois plus de place lui est accordée dans **Le Devoir** et 13 fois plus à **La Presse**. Et pourtant dans cette période, il y a en moyenne de 730 à 930 assassinats politiques et 800 morts au combat au Salvador. En Pologne: aucun.

Face au Salvador, des faits importants sont à peine traités par ces médias, comme le massacre de 117 villageois par l'armée, l'abandon de la réforme agraire, les plus grosses victoires de la guérilla en quatre ans. Par contre, la couverture polonaise n'en est pas une de faits mais de commentaires et de spéculations sur la façon dont Walesa reçoit le Prix Nobel, sur les «potentielles réactions» que causeront de grosses manifestations et une augmentation alimentaire de 10%. Quand ces événements surgiront enfin, il y aura peu de réactions et les médias en parleront peu. D'une part,

donc, on ignore des faits et d'autre part, on spéculer sur des faits qui n'arrivent pas. On ne tire pas du même bord de la couverture...

La Maîtresse d'école se questionne sur les causes: le monopole des agences de presse, la portée réelle de la «liberté de presse» des pays démocratiques (Salvador) et de la «censure» des pays totalitaires (Pologne). Elle s'interroge sur la façon de présenter les nouvelles; leur accorde-t-on un espace qui chuchote ou qui leur sert de haut-parleur? Elle met en doute les sources qu'on dit «bonnes», «sûres», «diplomatiques» mais qui sont le plus souvent anonymes.

Sa conclusion? «Il est bien difficile d'acquiescer et de garder un esprit critique dans notre société «d'information libre». (...) Pourtant, le message de cette étude c'est que tout n'est pas si blanc ou noir.»² La Maîtresse d'école considère de plus que les médias occidentaux traduisent trop les intérêts américains en récupérant de bonnes causes (Pologne) et en ignorant d'autres (Salvador) à de vulgaires fins de propagande.

Allons donc!

Le responsable de l'information internationale au **Devoir**, Michel Arseneault, a été choqué de cette attaque. Ironisant, il se décrit: «tous les matins à mon arrivée au journal, j'astique «mon arme de l'information» (...), je m'applique alors à établir comment je vais «pervertir l'information» et me livrer à une désinformation consciente et grossière.»³ Allons donc, ce n'est pas sérieux! Et après avoir accusé le groupe de lacunes méthodologiques, il conclut: «Mais je le dis sans ironie, les journaux, c'est comme tout le reste, il faut apprendre à les lire. Et pourquoi pas commencer à l'école?»³

Tout est là: apprendre à lire. Ce n'est pas Michel Arseneault qui est concerné. Aux dires de ses confrères, il est un journaliste très consciencieux

«Quand les médias parlent d'eux, c'est en terme de putes ou de charognards. Mais demandez-leur de dévoiler que c'est parce qu'ils ont faim, parce qu'ils n'ont pas d'endroit où se loger que les jeunes vendent leur cul, ÇA NE PASSE PAS.»

Patrick Celier, animateur au projet d'intervention auprès des mineur-e-s prostitué-e-s. Colloque «Les médias et les 18-30 ans».

«Quand les gouvernements sortent des écrits sur les assistés sociaux et les assistées sociales, les médias nous courent après pour avoir des commentaires. Mais quand NOUS on initie des événements, malgré tous nos Telbec, ils ne viennent pas. Lors de la Semaine des assistés sociaux et de la grande caravane Montréal-Québec, c'est en région que nous avons eu la meilleure couverture.»

OPDS-RM.

«Les jeunes désespèrent des médias pour traduire leur réalité actuelle.»

Extrait du rapport du colloque «Les médias et les 18-30 ans», organisé par le Centre St-Pierre.

et soucieux d'une bonne information. L'enjeu n'est pas là.

Ce que la Maitresse d'école met en évidence c'est que **derrière chaque information, il y a des choix**. Pourquoi parler de ce fait plus que d'un autre? Quel est son intérêt? Et on ne parle pas ici que de l'aspect accrocheur de la nouvelle mais de son poids social ou politique ou autre. Lire un journal c'est aussi lire les absences et les répétitions.

L'objectivité journalistique, c'est d'éviter d'être une courroie de transmission. C'est de donner l'information la plus honnête et la plus fiable (vérifiée) possible. Mais l'objectivité ne peut prétendre être libre d'intérêts et de choix. Libre théoriquement, elle s'incarne dans une réalité. La vraie question que pose La Maitresse d'école c'est: «Se pourrait-il que les médias ne soient pas neutres mais qu'ils soient au neutre; qu'ils suivent la pente idéologique d'un système qui les a engendrés?»⁴

Chez nous est-ce pareil?

Qu'on se fasse un peu avoir sur l'in-

formation internationale c'est en partie explicable. Mais sur le plan local, on pourrait croire qu'on peut donner une information de qualité la plus exempte de partialité.

Se rappelle-t-on de la grève du transport en commun à Montréal, en janvier '82, les deux pieds pognés dans la neige, et la tête dans la tempête syndicale-patronale? L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) a fait une analyse de la couverture de presse. Les médias ont expliqué les 2/3 du temps que cette grève, dans une ville comme Montréal, en plein hiver, c'était inhumain.⁵ Le 22 janvier '82, journée où les syndiqués retournèrent au travail sous la menace d'une désaccréditation, Marcel Adam de **La Presse** écrivait: «Aujourd'hui, des choses peuvent être dites, qu'il ne convenait pas de dire quand il fallait en priorité prendre le parti de l'État contre l'anarchie.»⁵

Les éditorialistes savaient que les syndicats avaient raison sur plusieurs points, ils savaient que le gouvernement testait sur ce groupe une politi-

que pour l'ensemble des travailleurs du secteur public. Ils ont attendu la fin du conflit pour en faire état et analyser la situation dans son ensemble. Retenir des informations, focaliser sur une seule partie du conflit, n'est-ce pas choisir en toute objectivité de prendre parti? La presse est-elle un instrument d'information ou l'instrument du pouvoir?

La liberté d'information n'est pas dans le seul fait qu'on parle de tout. Faut-il voir aussi comment et quand on en parle, pour qui et pourquoi!

1- Trudel, P., Boucher, J., Piotte, R., Brisson, J.M., **Le droit à l'information: émergence, reconnaissance, mise en oeuvre**, Presse de l'université de Montréal, 1981

2- La Maitresse d'école, **L'arme de l'information**, Numéro spécial de **La dépêche et Info-FNEEQ**, mai 1985

3- Michel Arseneault, «L'arme de l'information de nombreuses lacunes méthodologiques», **Le 30**, Vol. 9, No 7, septembre 85

4- «La Maitresse d'école se défend», **Le 30**, Vol. 9, No 9, novembre 85

5- Louise Toupin, **Il faut que le métro roule**, Numéro spécial de l'ICEA, Vol. 5, No 2, mai 1982



L'information, UN PARASITE DE LA MACHINE

Avoir une presse parfaite qui réponde à tous les besoins en même temps, c'est illusoire. Mais l'illusion qu'il existe une presse qui offre un maximum de qualité, elle pourtant, persiste. Plusieurs travailleurs de l'information mettent toute leur compétence ou service de cette qualité mais, quelque part dans le fonctionnement de la machine, quelque chose bloque.

Le monde de l'information est avant tout une grosse business. À partir du portrait tracé pour l'ensemble des quotidiens par la Commission Kent (1981), on réalise la faible part de ressources financières accordée à la rédaction. Ce qui touche directement à l'information est assez mince: 17,4% du budget. Le papier et l'impression, à eux seuls mangent 45,8% du financement. La publicité fournit la plus grande part des revenus, soit 78,5%. Les cotisations des lecteurs couvrent à peine les frais de rédaction, avec un apport de 20,2%. C'est à se demander si un quotidien est une source d'information ou de publicité. Peut-on affirmer qu'avec un tel poids, la publicité n'aurait aucune influence sur le contenu?

La rédaction vit dans un étau financier qui influence les affectations de la salle de presse, les collaborations à l'étranger, la diversité des sources d'information: soit les outils même de son travail.

Dans les «grosses businesses» ce qui garantit la qualité d'un produit, c'est la concurrence. Or, la concentration de la presse va toujours s'accroissant, standardisant l'information. Au Québec, trois consortiums se partagent 96% du tirage des quotidiens francophones: Gescar (Desmarais), Québecor (Péladeau), Unimedia (Francœur). Seul **Le Devoir** fait cavalier seul.(1)

Remonter aux sources

L'époque du citoyen qui appelle à tour de bras au journal pour signaler les événements et celle du reporter qui arpente la ville est bien révolue. Un système bien articulé de circulation de l'information envoie directement les journalistes au cœur de l'action. Chaque jour rentre «sur le fil de presse» l'annonce des différentes conférences de presse. À chaque journal de répartir ses effectifs pour assurer une couverture des événements qui lui semblent intéressants.

Pour agrandir le territoire de l'information, les médias ont recours aux agences de presse qui collectent et transmettent les informations. La Presse canadienne, coopérative appartenant à une centaine de quotidiens, alimente le réseau à partir des reportages de ses propres journalistes, de ceux provenant de ses quotidiens membres ou des agences mondiales. Celles-ci sont au nombre de cinq: deux américaines, AP et UPI, une française, AFP, une anglaise, Reuter, et une soviétique, TASS.

La mise en commun de l'information permet une ouverture sur le monde. Mais quel monde? Sans reporters à l'étranger, de nombreux postes coupés par la crise, 90% de nos nouvelles internationales reflètent des cultures et des intérêts étrangers, qui s'identi-

fient beaucoup aux préoccupations américaines.

Dans les quotidiens, les journalistes courent chaque jour les conférences de presse. On y croise le fer entre spécialistes des communications. Souvent organisées par d'ex-journalistes recyclés en relations publiques et publicité, les conférences de presse sont les déversoirs d'un discours de propagande bien articulé et étayé d'arguments consistants. Malgré l'esprit critique des journalistes, vu l'abondance et la répétition de ces discours, ils finissent par s'implanter. A-t-on jamais autant entendu parler, par exemple, d'un État-Providence à abattre? Il est difficile de contrebalancer la puissance des messages du gouvernement et de l'establishment social. Les journalistes se laissent souvent happer par le tourbillon rapide de la quotidienneté. Les groupes qui pourraient tenir un contre-discours n'arrivent pas au niveau du professionnalisme des agences de relations publiques pour asseoir leur crédibilité.

À cette information pré-digérée s'ajoutent d'autres petits jeux de communication. Tout journaliste est à l'affût d'un «scoop», de la nouvelle exclusive. Chacun essaie de trouver un filon d'information, de provoquer des fuites dans les secrets chastement gardés. Des fuites, il y en a, et elles sont souvent judicieusement calculées. Le nez collé sur la piste, les reporters ne flairent pas certaines informations. Combien d'articles ont été écrits sur la prétendue date des élections?

Ça se passe ailleurs

Mieux encore, aux États-Unis, on parle carrément de désinformation.

Hess, auteur de **The Government Press Connection**, regroupe sous quatre catégories les tactiques que le gouvernement utilise dans la joute des communications. On accepte le mensonge honnête, légitimé par la sécurité nationale, et le mensonge par inadvertance, l'erreur étant humaine. La demi-vérité, souvent utilisée pour éluder des questions trop «chaudes» est plus difficile à encaisser. Et que faire devant le mensonge pur et simple?...

Que répondre au secrétaire de presse de Bush qui dit: «Vous pouvez dire ce que vous voulez dans un débat où 80 millions de personnes vous entendent. Si des journalistes réalisent que le candidat a menti, qu'importe? Peut-être que 200 personnes le liront...» (2) Pour contrer ce courant, il n'y a qu'une solution: suivre la règle énoncée par le Procureur général John Mitchell: «Ne vous préoccupez pas de ce que nous disons. Surveillez plutôt ce que l'on fait.»

Comme tout ce qui vient des États-Unis finit par franchir les frontières, on peut penser que le processus de désinformation «flirte» déjà avec notre système. Pour l'éviter, il faudra abandonner le journalisme des conférences de presse.

Faire l'article

De retour à la salle de presse, les journalistes mettent en forme les événements. Qu'est-ce qui en ressort? Depuis quelques années, certains secteurs ont réussi à prendre leur place dans la presse, et même, à s'y faire aimer, comme l'économie. Mais aujourd'hui «la presse redécouvre la vie quotidienne des citoyens. (...) Évidemment les préoccupations sociales, économiques et politiques ne sont pas remises pour autant mais on ne peut ignorer que la mode est aux faits divers». C'est ainsi que Gilles Gougeon, journaliste à Radio-Canada, perçoit la presse. (3)

Cette mode est si forte que tout est à se «fait-diversifier», selon Rodolphe Morissette, journaliste du **Journal de Montréal**. Alors qu'on vient de sortir du fait divers les nouvelles de police en les traitant sous l'angle d'une information judiciaire, ce sont les autres secteurs qui tombent dans le style «chiens

écrasés». On transforme les nouvelles économiques, politiques ou autres en flashes ou en brèves. «Ces petites unités d'information font l'objet du traitement typique de l'ancien fait divers: avec les qui, quoi, où et quand — mais rarement comment et encore plus rarement pourquoi —, le tout sur cinq ou dix lignes» (4) Et pire encore, des faits totalement insignifiants prennent une place démesurée. «À la recherche de son père, il paie le limier avec de la tarte au chocolat. Ça a lieu à Los Angeles et c'est classé en page 2. Il faut dire que les Québécois aiment le dessert.» (4)

L'ensemble des nouvelles sont éclatées, morcelées, coupées de toutes relations entre elles. C'est l'abondance de ces nouvelles qui cache la pauvreté de l'information.

- (1) Mireille Viau, **Les Médias et nos organisations**, Centre de Formation Populaire, 1985.
- (2) Anthony Marro, «When the government tells lies», **Colombia Journalism Review** (traduction libre)
- (3) Gilles Gougeon, «Une presse à notre image: révolution — stabilisation tranquilles» **Le 30**, vol. 8, no 6, juin '84
- (4) Rodolphe Morissette, «Quels faits divers?», **Le 30**, vol. 9, no 6, juin '85.

MASSES vs MASS

Syndicat et groupes populaires connaissent bien la difficulté de percer les médias traditionnels. Pour contrer les préjugés que ceux-ci véhiculent, ils ont à batailler pour faire valoir leurs revendications, à s'outiller pour améliorer leur information et, éventuellement, à mettre sur pied leur propre média écrit national.

Dès '79, lors du colloque «La parole, ça se prend», et ensuite aux «États généraux sur les communications», en

'84, les groupements syndicaux et populaires ont établi une plate-forme de revendications. Oui, il y a à demander,



DOS

comme l'accès aux médias et le droit de s'y exprimer. Cela serait possible avec un plus grand nombre de journalistes affectés à la couverture de leurs réalités, avec la reconnaissance du droit de réplique. Est aussi revendiqué le droit à une information complète, diversifiée et pluraliste. Ça implique un nouvel équilibre des secteurs d'information: moins de sports, plus d'affaires syndicales et populaires; une diversification des sources d'information: moins d'agences, plus de sources directes.

D'autres aussi doivent s'impliquer. Le gouvernement doit freiner la commercialisation et la concentration des mass-médias, exiger qu'ils respectent leur mandat de service public et consolider les médias communautaires et alternatifs.

Action

De leur côté, les organismes ont travaillé à pallier leurs faiblesses. Ils ont amélioré l'information à l'intérieur de leurs propres organisations. Ils se sont donnés des mécanismes de formation. Les groupes populaires ont

accentué leur concertation au sein d'organisations régionales comme les OVEP (Organismes volontaires d'éducation populaire) et nationale comme le MEPACQ (Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec). La C.E.Q. a transformé sa revue syndicale en un magazine à large public et à intérêt général, **Mouvements**.

Ces organismes multiplient leurs interventions, plaintes, commentaires, surveillent les médias et développent leur propre expertise. Pour que le public réalise qu'ils sont des «partenaires sociaux» et non pas les «agitateurs sociaux» que les médias présentent, ils doivent le dire, monter leurs dossiers et se manifester.

Devenir concurrent

Mais au delà des pressions sur la masse des médias, les organismes populaires et syndicaux s'interrogent sur la possibilité de mettre sur pieds leur propre média écrit national et progressiste.

C'est en quelque sorte vouloir faire renaître **Québec-Presse**, journal heb-

domadaire mis sur pied en 1969 par des militant-e-s de mouvements syndicaux et coopératifs et des groupes politiques et populaires. Il a duré cinq ans pendant lesquels il a essayé de donner une forme nouvelle à l'entreprise de presse et à l'information.

L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) pilote le projet du nouveau journal. Même si cet hebdo national est fortement désiré, il est difficile à mettre sur pied dans le contexte de crise actuelle. **Dimanche-Matin** ne vient-il pas de céder à la concurrence des éditions du dimanche des grands quotidiens et de fermer ses portes?

Mais il faudra que quelque chose arrive, car les mass-médias ne sont pas près de s'ouvrir. Quand Paul Bélanger, de l'ICEA, a envoyé un article donnant un compte-rendu des «États généraux sur les communications» de '84, il y avait cette note de la rédaction au bas de l'article: «**La Presse** a dépêché un journaliste à cette réunion mais, appelé d'urgence sur les lieux d'un sinistre, il n'a pu rendre compte des conclusions. Merci de nous les communiquer». C'est presque cynique.

À force de vouloir

Si nous prenons la peine d'inventorier nos ressources, nous réalisons qu'il existe un possible intéressant: les médias communautaires. Radios, télés, journaux ont champignonné un peu partout au Québec avec une importance, des formes et des contenus inégaux. Certains sont les seules voies de communication de leurs régions, d'autres luttent avec force dans l'ouragan de la concurrence. Peu importe leur différence. Leur force réside dans leur multitude, non plus éparse, mais ralliée en réseau.

Les médias écrits du Québec ont formé leur association, l'AMECQ, en 1980. Celle-ci a accompagné le développement de ces nouvelles entreprises de presse locales. Plus de 50% des journaux locaux sont apparus au début des années '80. Pourtant, ce phénomène n'est pas récent. Le premier journal communautaire, **le Mailon**, s'est implanté à Grandes Berges sur la Côte-Nord en 1967, et il vit encore.

Plusieurs journaux ont poussé comme des fleurs au printemps et ont disparu à l'hiver des années. Mais depuis la formation de l'AMECQ, les nouveaux venus durent. Onze au départ, ils sont maintenant 52 au sein de l'Association. Tous opèrent sur un marché local: un quartier, une localité. Ils couvrent une information générale qui

rejoint les sensibilités de leur communauté. Celle-ci est très présente aux journaux car ce sont des organismes sans but lucratif, gérés par leurs utilisateurs. Ensemble, ils tirent à 225 000 exemplaires et rejoignent plus de 500 000 lecteurs. C'est un peu plus que le tirage journalier de **La Presse**.

N'a-t-on affaire qu'à de simples feuilles de chou? Seulement 36% ont un format bulletin (8,5" x 11"), 57% publient sous la forme tabloïd (format **Journal de Montréal**). Mais qu'importe la présentation. Il y a quand même 2 millions et demi de dollars qui se brassent dans l'ensemble de ces petites entreprises. Leur atout majeur est de rendre leurs pages accessibles à des groupes, organismes, individus qui peuvent faire part de leurs besoins, donner leurs idées, enclencher des ac-



Marc Lalonde (MCO)

tions. Dans certaines régions, c'est toute la vie de la communauté qui passe par le journal.

On leur reproche souvent leur amateurisme. Peu de journalistes professionnels y travaillent. Mais leur souci de formation et de rigueur augmente. L'AMECQ, à leur demande, développe des outils pour améliorer la qualité de l'information locale, outils qui touchent autant l'écriture et la gestion que la publicité. Il ne leur est pas nécessaire d'être branché sur les agences de presse pour soulever des papiers de crabe et demander des comptes aux autorités concernées.

La parole: un droit

Le journal communautaire a été pour certains la seule voix possible pour être entendu. À Québec, en 1974, c'était l'époque de la «revitalisation» du centre-ville, du réaménagement sauvage, des quartiers rasés pour faire place aux méga-projets des autoroutes pour banlieusards et des bâtiments administratifs et hôteliers. Les comités de citoyens se sont formés pour combattre pouce par pouce cette invasion. Ils ont tenté de prendre la parole et d'expliquer leur point de vue. Leurs conférences de presse ont

été boycottées, ou leurs propos déformés. Les groupes et organismes populaires ont donc mis sur pieds leur propre **Droit de parole**. Ce journal apporte une information que les grands journaux ne donnent pas. Il lutte pour l'amélioration et la défense des droits collectifs de la population. C'est un journal qui ne cache pas son parti-pris pour les démunis, qui travaille à la mobilisation par l'information. C'est en ces termes que Denis Falardeau trace l'histoire du journal.

Ce mensuel des groupes populaires a toujours vécu du militantisme de ses groupes-membres, présentement au nombre de 12. Chacun apportait sa contribution tant à la gestion qu'à la production. Les comités de citoyens assuraient la distribution. Ce travail collectif a permis de démystifier le monde de l'information. Il n'y a pas de nouvelles objectives. Chaque journal a dans sa trame une analyse. Celle de **Droit de parole** est communautaire.

Depuis quelques années, le contexte socio-politique a changé. Les attaques sont plus subtiles. Il est donc en train de se produire un rapprochement avec les groupes syndicaux pour établir une plate-forme commune. De plus, les groupes connaissent une certaine démobilité. On a besoin d'un apport plus stable des individus pour

monter des dossiers et donner un support à l'information.

Droit de parole est à un croisement. Pour continuer, doit-il se donner une infrastructure avec permanents, pigistes et distributeurs rémunérés? C'est ce qui est à décider. Nouvelles dépenses, nouveaux revenus? Ça signifiera vraiment incorporer la publicité selon un code d'éthique qui est à se créer. Pour survivre, a-t-on vraiment le choix de ne pas se donner un certain professionnalisme?

Un quartier, des amis

Deux journaux communautaires de Montréal se sont transformés en hebdomadaires depuis mars '85. Finance oblige.

Liaison St-Louis a été mis sur pied en '77, lui aussi par des groupes populaires, cette fois du Plateau Mont-Royal. Mais, très rapidement, à force de dire au monde «c'est votre journal», des gens sensibles aux enjeux communautaires et populaires ont commencé à graviter autour du journal. Le contenu très centré, au départ, sur l'activité des groupes s'est diversifié, ajoutant le culturel, la politique municipale, les préoccupations individuelles comme un arrêt au coin d'une rue.

De simple outil de communication, le journal est passé à un journalisme de rue, sur le terrain, où on mène ses propres enquêtes et monte ses dossiers.

Malgré l'individualisation, par son contenu et son approche, le journal poursuit les mêmes objectifs que les groupes de départ. «Nous produisons une information qui tend à faire bouger dans le sens d'une amélioration de la qualité de vie dans le quartier» de dire Michel Venne, coordonnateur de la rédaction. «Ce parti-pris ne fait pas pour autant de **Liaison St-Louis** un journal d'opinion. Nous visons une information utile en reflétant les préoccupations d'ici, en questionnant, en soulevant les contradictions et en forçant les personnes concernées à donner des réponses.»

Depuis '83, le journal s'est donné un plan de développement, pour bien mettre le bateau à l'eau. Il y a maintenant sept permanents, une cinquantaine de collaborateurs bénévoles. Le tirage est de 28 000 exemplaires. La publicité occupe 50% de l'espace et ne devra pas dépasser ce cap. **Liaison St-Louis** n'avait pas le choix.

Pour contrer la concurrence de l'**Hebdo St-Louis**, «un journal de publicité truffé de quelques communiqués», comme on se plaît à le décrire à **Liaison St-Louis**, il a fallu devenir bimensuel. Ce qui a fait doubler les dépenses. Pour augmenter les revenus, ceux de la publicité, il faut une parution régulière. «Pour nous, dit Michel, passer à l'état d'hebdo, c'était une question de survie.»

Cette étape de redressement s'est faite au détriment du nombre de membres. Négligence à laquelle il faut remédier. Le journal vient de mettre sur pied le «Club des Amis» qui va lui donner un support humain et financier. Ce club va permettre aux gens et aux groupes de se rapprocher du journal à l'intérieur d'activités initiées par celui-ci: soupers, débats politiques, culturels et autres. Par ce réseau, **Liaison St-Louis** veut devenir un agent actif dans le regroupement des gens du quartier. L'optique communautaire se réaffirme par une présence active dans le milieu.

Coopérer à l'information

Il était une fois, il y a cinq ans, une

trentaine de groupes populaires qui ont voulu se donner un outil pour parler du monde d'ici. **La Criée**, le journal communautaire de Centre-Sud est de la même lignée que ses confrères. Vivant de subventions gouvernementales, **La Criée** a failli mourir dès sa deuxième année lorsque le ministère des Communications a coupé des 2/3 sa subvention du PAMEC (Programme d'aide aux médias communautaires), soit de 15 000 \$ à 5 000 \$. Ce coup dur a permis de susciter un mouvement de solidarité au sein des organismes du milieu, de la population et de plusieurs communautés religieuses.

Depuis ce jour, **La Criée** n'a fait qu'augmenter ses parutions et consolider sa situation financière. Hebdo depuis mars dernier, le journal prévoit s'autofinancer à 67% en ne réservant pas plus de 50% de ses pages à la publicité.

Les groupes-membres (24) sont toujours présents au sein de l'organisation du journal, même s'ils se sont distancés de la production à cause de la plus grande fréquence de parution. **La Criée** est très présente dans le quartier: fête, co-production avec l'ACEF-centre, colloque «Mon quartier, je l'ai à cœur».

L'entreprise communautaire est viable par elle-même. Elle aimerait toutefois consolider ses bases financières pour accroître sa marge de liberté de presse. **La Criée** a donc décidé de se transformer en coopérative d'usagers: coût de la part sociale: 10 \$. Projet audacieux car la loi exige que la moitié des usagers deviennent membres: 20 000 exemplaires distribués impliquent 10 000 membres!!! La coopérative est le modèle le plus proche de celui d'un journal communautaire. «Investir un 10 \$, c'est avant tout ouvrir un canal, un contact privilégié avec le «journal», dit Jean Forest, membre du C.A. «On ne sait si on arrivera à resserrer suffisamment les liens avec les gens du quartier pour faire la coopérative d'usagers. Mais l'idée de coopérative est bien implantée. Peut-être pourra-t-elle prendre une autre forme?»

Les journaux communautaires colent à la réalité de leur milieu en tentant d'éveiller celui-ci à un autre type d'in-

formation. Qu'on lise différemment le journal, voilà leur objectif d'éducation.

Et pourtant

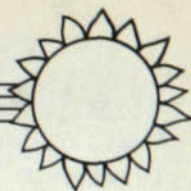
Tous les journaux communautaires ne peuvent prendre l'ampleur des hebdomadaires communautaires. Soixante-dix pour cent tirent à moins de 2 500 exemplaires. Et pourtant, il se brasse des affaires. À l'AMECQ, on étudie un projet de publicité nationale. «Les subventions aux médias communautaires, qui représentent un quart des programmes du ministère des Communications, ont été touchées par les compressions budgétaires. Mais si on fait un parallèle avec le OVEP (Organismes volontaires d'éducation populaire), on sent que ça s'en vient» commente André Bourgon, permanent de l'AMECQ. «Vaut mieux être dépendant des budgets de publicité que des subventions.»

L'Association voudrait arriver à négocier une enveloppe-fermée de publicité avec le gouvernement. C'est ce qu'ont obtenu les Hebdomadaires métropolitains. C'est une autre forme de subvention à l'entreprise privée! Déjà l'automne dernier, l'AMECQ a fait subventionner deux articles d'une série de huit par Hydro-Québec pour défrayer la publication dans les journaux communautaires.

Autre projet ambitieux: l'AMECQ essaye d'informatiser le réseau par le biais de fonds d'aide à l'informatisation des entreprises de presse du ministère des Communications du Québec. Une étude de faisabilité effectuée en septembre '85 est favorable au projet.

Le désir de donner une structure plus solide aux journaux locaux prend plus de sens quand on sait que «les hebdomadaires régionaux constituent une source d'information plus importante au Québec qu'ailleurs au pays, conclut Crop». Elle arrive au même pourcentage que la radio (Les Affaires, 15 déc. 84, Cahier spécial 518).

Peut-être verrons-nous un jour l'avènement d'une presse nationale qui respectera plus adéquatement le droit à l'information. En attendant, la parole peut prendre une voie intéressante à travers les réseaux communautaires.



Myope, que je vous dis

J'ai un problème visuel et personne n'arrive à le régler. L'optométriste m'a fait passer tous les tests: des petites lettres sur le mur aux appareils les plus sophistiqués. Rien! Moi, je persiste à dire que je ne vois pas plus loin que le bout de mon nez. La preuve? Je l'ai devant les yeux tous les matins.

À chaque jour, mon fils me trace le même tableau: il ne veut pas se lever, s'habiller, déjeuner, se brosser les dents ni partir pour l'école. Je suis incapable de prendre mes distances. Immanquablement, je me cogne le nez sur la situation et je vois rouge! Et telle un bateau perdu dans la brume, je hurle.

Parfois je me jette de la poudre aux

yeux, je reprends mon calme. Mais je fulmine tant que je m'entoure d'un écran de fumée. Et quand sonne huit heures, j'explose. Tel un guerrier, la lame haute et la visière basse, je fonce tête baissée sur lui et le reconduis de façon cavalière jusqu'à la porte.

Certain matin, je le regarde droit dans les yeux dès le lever et le fait loucher sur le choix suivant: si ça doit de toute façon finir par une baffe, la veut-il tout-de-suite ou plus tard?

Quand il finit par partir pour l'école, je le regarde d'un oeil larmoyant et d'un autre fulgurant. Fâchée de ma propre colère et désespérée de ne pouvoir casser ce cercle vicieux dans nos relations.

Un matin, j'ai ouvert un oeil et je crois que c'était le bon. J'ai réveillé ma marmotte-hérisson, qui m'a jeté un oeil noir. Je n'ai pas cillé de l'oeil. J'ai laissé passer le temps, le temps de me remettre les yeux dans le bon trou. Et tout à coup, j'ai vu ce qu'il fallait faire. Je l'ai pris dans mes bras, je l'ai bercé. Je lui ai donné un petit quart de tendresse. C'est comme si on m'avait mis une paire de lunettes roses sur le nez... Enfin!

Mais je ne me fais pas d'illusion. Je sais très bien que certains matins, je vais me réveiller toujours aussi myope, qu'il n'y aura pas moyen de mettre la main sur mes «lunettes» et que ça va barder!

CÉLINE COSSETTE

LE MONDE VU D'EN BAS

J'Y COMPRENDS RIEN! QUAND C'EST EUX-AUTRES QUI LES
Mettent SUR LES MURS, ILS S'EN VANTENT PENDANT
DES SOIRÉES ET DES SOIRÉES. PIS QUAND
C'EST NOUS-AUTRES, QU'ON VEUT FAIRE
PAREIL, ON SE FAIT DISPUTER!



VZ
AN

L'Église à Cuba: un tournant?

RAYMOND LEVAC

Vingt ans après la révolution cubaine, les relations tendues entre l'Église et le régime castriste connaîtraient-elles un déblocage? C'est l'impression qui se dégage à la veille de la rencontre nationale de l'Église cubaine qui aura lieu en février de cette année.

La révolution de 1959

Au moment de l'insurrection populaire dirigée par Fidel Castro contre la dictature du régime de Baptista, l'Église était divisée. Plusieurs chrétiens et chrétiennes avaient participé au mouvement insurrectionnel. Le régime Baptista était vraiment anti-populaire. Mgr Perez Serrantes, archevêque de Santiago-de-Cuba, s'était montré favorable au programme national et anti-dictatorial énoncé par le mouvement révolutionnaire. En 1953, il aurait même sauvé la vie de Fidel Castro en intervenant en faveur des révolutionnaires faits prisonniers.

Il faut cependant se rappeler que cette révolution s'est produite avant le Concile de Vatican II. L'Église n'était pas préparée à faire face à cette nouvelle situation. Elle était toujours profondément marquée par une opposition radicale à tout ce qui pouvait ressembler de près ou de loin au communisme. Tout cela était renforcé par le fait que durant les années 50, la majorité de l'épiscopat cubain s'était bien accommodé de la dictature de Baptista. Dix huit mois après la victoire, l'évêque de La Havane écrit donc une lettre

dénonçant le communisme «en nos murs».

Des blessures profondes

Le Parti communiste cubain n'avait pas joué un rôle prépondérant lors de la révolution. Cependant, le boycott économique exercé par les pays occidentaux, le danger réel d'une invasion de l'île par les États-Unis obligent le gouvernement cubain à s'allier de plus en plus à l'Union Soviétique. Aussi, à cause du sectarisme de jeunes dirigeants communistes, le schéma marxiste-léniniste classique avec son athéisme militant s'impose-t-il de plus en plus. Cela se fait d'autant plus facilement que l'Église à Cuba, c'était surtout la hiérarchie et un clergé étranger majoritairement composé de prêtres espagnols franquistes.

L'espace de l'Église se réduit très rapidement. Celle-ci se situe nettement en opposition au régime.

Pendant vingt ans, malgré une reconnaissance officielle du droit de religion, les membres du Parti communiste cubain regarderont avec méfiance ceux et celles qui se réfèrent à la foi chrétienne. Ils leur feront subir de

multiples vexations. Pendant longtemps, les catholiques seront exclus de l'Université. Ils ne pourront obtenir de postes de responsabilité dans leurs entreprises ou leurs organisations de travail ou de quartier. Souvent, les enfants qui vont à la catéchèse ou à la liturgie se feront harceler et ridiculiser par leurs professeurs à l'école. Aujourd'hui encore, un des aspects de la formation de la jeunesse communiste consiste à propager l'athéisme.

On comprend donc comment cette relation tendue depuis 20 ans a pu créer de nombreuses blessures de part et d'autres, qu'il sera difficile de guérir.

Une transformation en perspective

Pourtant, tout semble indiquer un déblocage. En février, la rencontre nationale de l'Église cubaine clôturera un processus de prise de parole des chrétiens et chrétiennes de Cuba, commencé il y a quelques années. Un dialogue s'est amorcé entre Fidel Castro et les autorités religieuses.

En janvier 1985, Castro rencontre officiellement des représentants de l'épiscopat américain. On y aborde alors la nécessité d'un dialogue entre l'Église et le gouvernement cubain. En septembre dernier, pour la première fois depuis la révolution de 1959, une rencontre est organisée entre l'épisco-

pat et Fidel Castro. Ce dernier exprime son intérêt pour un dialogue qui aborderait tous les problèmes. Pour lui, il y a un fort dogmatisme tant au Parti communiste que dans l'Église. «Vos communautés, a-t-il demandé, sont-elles prêtes à s'impliquer davantage, à prendre le tournant? La question, continuait-il, est de savoir si le Parti est également prêt.»

Le contexte est maintenant totalement autre qu'en 1959. Depuis le milieu des années '60, on a vu se développer en Amérique latine, mais aussi ailleurs dans le monde, tout un courant d'Église, engagé du côté du processus de libération des pauvres. Ce mouvement a d'ailleurs pris une telle ampleur qu'un grand nombre d'évêques, notamment au Brésil, mais aussi dans la plupart des pays d'Amérique latine, prennent des positions qui les mettent en opposition ouverte face aux régimes qui oppriment les classes

populaires. Le plus célèbre d'entre eux est certainement Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador, assassiné à cause de ses prises de position. C'est ce courant qui a favorisé l'engagement des chrétiens et des chrétiennes dans le processus révolutionnaire du Nicaragua.

Cette transformation n'est pas sans interroger le marxisme orthodoxe qui ne voit dans la religion qu'un opium du peuple qu'il faut faire disparaître. Partout dans le monde marxiste, un débat s'est donc engagé sur cette question.

Déjà en 1970, Fidel Castro s'était écrié lors d'un Congrès des jeunes socialistes: «Maintenant que les chrétiens deviennent révolutionnaires, il faudrait faire attention pour ne pas devenir clérical de notre côté.» C'est ce même Castro qui avait parlé d'une alliance stratégique entre révolutionnaires et chrétiens lors d'une visite faite au Chili du temps d'Allende.

Plus récemment, parlant aux employés de la santé à Cuba, il mettait en valeur la présence des religieuses auprès des personnes âgées et des malades. Il leur disait combien il aimerait retrouver chez les employés de la santé la même qualité de service et d'amour, une révolution sans amour n'étant pas une véritable révolution.

La rencontre nationale de l'Église cubaine

Le Concile Vatican II et son ouverture au monde, les rencontres des évêques d'Amérique latine à Medellín et Puebla et leur prise de position en faveur d'une Église de pauvres ont provoqué un mûrissement de l'Église de Cuba.

Celle-ci a alors senti le besoin de faire une sorte de concile pour penser la vie chrétienne à partir du contexte particulier à Cuba. Il y a quelques années, commençait donc le processus de «réflexion ecclésiale cubaine». Il va se terminer en février prochain par une rencontre nationale.

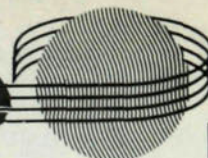
Dans chaque diocèse, les chrétiens et chrétiennes des communautés et paroisses se sont réunis pour prendre la parole, se dire ce qu'est être chrétien à Cuba. À elle seule, cette prise de parole est un événement. Il y a quelques années à peine, elle n'aurait pas été possible.

Le climat est maintenant changé. Bien sûr, dans ces assemblées on entend des gens parler de la révolution comme du «péché originel», cause de tous les maux. Cependant, il y a cette volonté manifeste de se situer dans ce courant d'Église des pauvres d'Amérique latine, de se définir non pas dans le sens de la défense des droits de l'institution et de son pouvoir, mais **d'exiger un espace pour être au service du peuple.**

Pour un courant important de l'Église cubaine, le processus en cours dans ce pays depuis 20 ans a considérablement amélioré la qualité de vie des habitants. Malgré les défauts qu'il comporte par ailleurs, ils jugent essentiel d'opter pour ce processus et de s'y engager à fond. Pour cela, ils exigent le droit de parole, et celui d'occuper des postes de responsabilité et de vivre leur foi chrétienne en toute liberté.



Cathédrale de la Havane



LES PHILIPPINES, TERRE DE RÉSISTANCE

DIANE GINGRAS et LOUISE LEBOEUF

En septembre '85, nous étions déléguées par le Comité de Solidarité Québec-Philippines pour participer à une Conférence de Solidarité Internationale aux Philippines. Ce fut pour nous l'occasion de la vivre directement sur le terrain. Pendant ces quelques semaines, nous avons appris à connaître la réalité du peuple philippin et donné des visages à la solidarité internationale.

Avant la Conférence, nous avons plongé au cœur même de la lutte du peuple. Au local GABRIELLA, une coalition de groupes de femmes de tous les secteurs, nous avons rencontré quatre femmes. Neila, la présidente du groupe, nous a parlé de ses incarcérations comme prisonnière politique. Puis Raquel, Petite et Sister Lydia nous ont servi de guides à Manille pour rencontrer des habitants des bidonvilles Tatalon, Tondo et Bayon Barrio, et des femmes de diverses organisations dont SAMAKANA.

La réalité des gens des bidonvilles se ressemble d'un endroit à l'autre. D'abord paysans, ils ont été chassés de leurs terres. Ils doivent demeurer près des villes pour travailler comme

conducteurs de bicyclette ou de «jeepney» (sorte d'autobus) ou comme lavandières. Ramasser des objets de plastique parmi les ordures pour les revendre rapporte environ 25 pesos par jour, moins de 1,50 \$. Il faut 6 \$ pour combler les besoins essentiels.

Ils n'ont donc pas d'argent pour payer la location du petit terrain (environ 100 pieds carrés) qu'ils occupent sur des terres qui ne sont pas les leurs. Ni pour défrayer la taxe décrétée par le président Marcos pour «supporter» les frais de développement de futurs sites commerciaux ou résidentiels réservés à d'autres. L'orientation du gouvernement Marcos est celle du capital étranger et des grands projets. Les habitants des bidonvilles ne sont qu'une

entrave au développement qu'il envisage. Pour lui, c'est le quart de la population de Manille — plus de 8 millions d'habitants — qui sappe l'économie du pays et fait fuir les touristes.

Parfois, le gouvernement offre de les payer pour qu'ils quittent la ville. Certains le font mais reviennent, ne pouvant vivre sans travail. D'autres refusent obstinément de partir. C'est alors qu'interviennent les forces de l'ordre, aidées d'équipes de démolition, de militaires et de Marines. Ils saccagent les maisons et tout leur contenu, tirant sans discernement pour effrayer les gens. Dans Tatalon, le 25 juillet dernier, deux jeunes ont été ainsi tués. On rebâtit à même les débris, se disant: «Ils ne nous feront pas bouger d'ici, où pourrions-nous aller? Nous n'avons pas d'autre choix que de nous battre pour rester ici».

Un peuple combatif et organisé

À Manille comme dans Mindanao, au contact de paysans, de travailleurs, de femmes, d'autochtones, d'avocats ou de tout autre secteur de la population, nous avons été confrontées à ce que signifie vivre sous un régime militaire. Dans ce pays, la vie n'a pas d'importance pour le pouvoir en place. Tout geste devient politique et toute action, subversive. Les militaires ont fait cesser une fête organisée pour ramasser des fonds pour acheter une pompe à eau. Car tout regroupement peut éveiller la conscience. Des travailleurs se sont vus refuser l'accès au

7000 îles au nord de l'Australie et 70 langues
54 millions d'habitants, dont 57% ont moins de 20 ans
Population sous-alimentée: 80%
Salaire moyen: 3 \$/jr/homme, 1,30 \$/jr/femme
Besoins de base: 6 \$/jr
1972: Imposition de la loi martiale
Présence militaire: Budget qui a augmenté de 8 fois en 13 ans
1 militaire/100 habitants
Les 2 plus grandes bases militaires à l'extérieur des États-Unis
On y compte: 70 000 arrestations, 400 00 personnes déplacées, 100 000 personnes assassinées et 1 million de réfugiés-es.

travail pendant trois jours, simplement parce qu'ils portaient un ruban en signe de protestation contre une situation jugée injuste. Nous avons senti que si le peuple est pauvre et opprimé, il est également combatif et organisé.

Il y a chez ce peuple tout un espoir et un souffle de vie. Plein d'organisations naissent pour la justice et la défense de droits humains fondamentaux. Elles arrivent même à travailler ensemble contre le pouvoir en place et pour la construction d'une nouvelle société. BAYAN est cette coalition large d'organisations de masses populaires. Elle coordonne les actions unitaires, se prépare pour les prochaines élections, travaille à développer des alternatives sur le plan économique et entretient des liens au niveau de la solidarité internationale. Elle est comme la main qui a plusieurs doigts, qui doit compter sur chacun d'eux pour agir et qui peut devenir un poing.

Parallèlement à cette coalition s'est mise sur pied une autre composante de l'organisation du peuple: l'armée populaire, la NPA (New People Army). Elle fait partie du tissu de résistance d'un peuple qui lutte pour sa survie. Et sous les effets de la répression, elle devient chaque jour plus importante.

Au fil des jours, nous avons saisi toute l'importance des pressions internationales pour que cesse l'aide militaire américaine aux Philippines. Chaque groupe, à sa façon, nous a parlé de la complicité des États-Unis avec le régime de Marcos et des intérêts qu'ils protègent. Entre autres, ceux des multinationales et des bases militaires américaines. Le budget militaire aux Philippines a augmenté huit

fois en 13 ans. Dans ce contexte, l'ennemi n'est pas à l'extérieur. C'est le peuple, qui s'organise pour défendre ses droits, qu'on veut mater.

À la conférence, qui rassemblait 145 participants de 26 pays différents, nous avons voté une résolution pour une campagne contre l'intervention militaire américaine aux Philippines. Nous avons aussi participé à la manifestation du 21 septembre 1985 pour dénoncer les 13 ans de régime militaire aux Philippines.

Une Église engagée

Ce peuple qui vit dans la répression est composé à 83% de catholiques et on y retrouve 12 500 prêtres, religieux et religieuses. La présence de l'Église se fait sentir. On estime aujourd'hui à 25% le nombre de ses membres qui sont engagés sur le terrain avec le peuple. Mais parmi eux, peu de Québécois. Ils ou elles travaillent de près avec d'autres chrétiens mais aussi avec des non-croyants. Tous se retrouvent dans l'action. Certains ont fait des changements radicaux dans leur façon de vivre. Leur foi, ils la vivent tous les jours dans un partage de vie avec le peuple. En avril 85, le père Tullio Favali a été assassiné par une brigade fanatique. On lui a enlevé le cerveau pour le piétiner, sous les yeux de ses paroissiens en leur disant que s'ils s'avisait de croire et de répéter les propos de ce prêtre et de ceux qui pensent comme lui, ils subiraient le même sort. Quiconque prend position pour la défense des droits humains fondamentaux est menacé de répression.



DIANE GINGRAS, LOUISE LEBOEUF

Sur ce terrain, religieux engagés et incroyants partagent une même option. Ils sont avec le peuple qui lutte et qui meurt pour sa dignité et sa liberté. Comme en témoigne cette prière avant le repas:

«Merci pour ce repas, fruit du travail d'hommes et de femmes. Qu'il nous renforce dans ce combat pour un monde plus juste et meilleur.»

Expérience enrichissante

Ce voyage a permis des éclairages sur nos pratiques. Il nous a montré l'importance des coalitions dans la lutte; le partage d'une même orientation mais dans un fonctionnement décentralisé assure une plus grande démocratie et tient compte des dynamismes à la base. Il nous a recentrées sur la recherche d'un consensus dans l'action. Trop souvent nous mettons l'accent sur ce qui fait nos différences. Face à la solidarité internationale, nous nous retrouvons et partageons les paroles de cette femme aborigène de l'Australie:

«Si vous êtes venus pour m'aider, vous perdez votre temps. Mais si vous êtes venus parce que votre libération grandira avec la mienne, alors travaillons ensemble.»



DIANE GINGRAS, LOUISE LEBOEUF

ALERTE CENTRE-SUD

NICOLE BRAIS

Il n'y a pas si longtemps encore, Centre-Sud était un quartier ouvrier, populaire, homogène. Mais ce quartier a été confronté aux réalités d'aujourd'hui: crise économique, fermeture d'usines, spéculation, rénovation, coupures dans les budgets sociaux, gentrification...

Blessé, bouleversé, diversifié, ce quartier se relève et s'engage sur le terrain de l'économie par la création d'une Corporation de développement économique et communautaire.

Une forte tradition d'organisation

Le Centre-Sud, situé au centre de Montréal, subit depuis quelques années les avancées du Centre-Ville. L'administration municipale y a encouragé, par ses multiples projets, les interventions de toutes sortes, de la rénovation à la revitalisation des artères commerciales, dans le but plus ou moins avoué d'y attirer une population plus aisée, qui y consommera, pour ses loisirs et ses besoins, les nombreux services qu'offre le Centre-Ville.

À l'heure actuelle, selon le maire Drapeau, dans le Centre-Sud, on a le choix entre améliorer ou détériorer (La Criée, 6-20 mars 1985). Peu importe que l'amélioration se fasse au détriment des anciens résidents, incapables de faire face aux augmentations de loyer entraînées par ces coûteux travaux: ce n'est qu'un processus normal! Place au sang neuf.

Mais on ne l'entend pas comme ça dans le quartier. Fort des multiples organisations populaires qu'il s'est données il y a dix, quinze ans, le Centre-Sud réagit. À l'automne '84, sur l'invitation du journal communautaire La Criée et du CLSC, une trentaine de groupes organisent un colloque. «Mon quartier, je l'ai à cœur» vise alors à rejoindre l'ensemble de la population, afin qu'elle se prononce sur l'avenir de son quartier.

Chez les gens du quartier et les intervenant(e)s de groupes, une unanimité s'est dégagée: l'**urgence de réagir**, si nous voulons rester dans le quartier. Nous pouvons miser sur nos multiples ressources; ce qui nous manque, c'est la force de frappe. Force qui se dégagera d'un travail concerté. Notre objectif: devenir un **interlocuteur reconnu** dans les dossiers concernant le développement de notre milieu de vie.

Ne pas reculer... Et avancer

Ce défi, l'avons-nous relevé? Un an, c'est bien tôt, surtout dans ce genre d'action, pour pouvoir poser un diagnostic sûr. Et pourtant!

Le 17 avril 1985, cinq mois après le colloque, le regroupement **Alerte**

Centre-Sud est fondé. Une quarantaine de groupes et une centaine d'individus y adhèrent. Des organismes mettent leurs ressources à contribution: le YMCA Centre-Ville, le CLSC Centre-Sud et le Centre St-Pierre.

Le travail se fait en comités sur trois fronts. Déjà des dossiers chauds ont été identifiés. Le Comité Aménagement-Logement investit ses énergies dans la recherche de solutions au besoin de logement social dans le quartier: revendications chiffrées, mise sur pied d'un fonds d'investissement pour l'achat d'immeubles.

Le comité Qualité de Vie et Ressources participe activement à la lutte contre les nouveaux critères des programmes Canada au Travail, qui menacent la survie des groupes.

Enfin, le comité Économie-Emploi mise sur la création d'une Corporation de développement économique et communautaire et sur la création d'un incubateur d'entreprises.

Alerte Centre-Sud assure la coordination de ces trois comités.

Si on regarde les principaux dossiers menés, on constate que les énergies sont partagées entre la sauvegarde de nos acquis et l'innovation.

Centre-Sud

- 37 800 personnes habitent le quartier. Une baisse de 30% dans les dix dernières années.
- une personne sur cinq vit seule; ces personnes vivent avec un revenu annuel d'environ 7 000 \$ par année.
- 2140 familles sont monoparentales, ce qui représente 42% des familles qui ont encore des enfants à la maison.
- 41% des familles n'ont pour revenu que les prestations gouvernementales; un revenu approximatif de 12 000 \$/année.
- 17,4% des hommes, 15,4% des femmes, 25,7% des jeunes sont en chômage.
- 74,3% des gens ont moins de 13 ans de scolarité.
- de 1971 à 1981, on compte 54 fermetures d'usines, soit une perte de 3049 emplois.

L'action communautaire sort des sentiers battus pour s'engager sur le terrain de l'économie. Que l'on veuille investir dans l'immobilier pour la création de nouvelles coops d'habitation ou que l'on veuille développer des emplois pour la population du quartier, on ne peut plus faire l'économie... de parler économie.

Un terrain piégé ou une piste d'avenir?

Le Centre-Sud n'est pas le seul quartier à vouloir engager ses ressources communautaires et celles du gouvernement dans une expérience de développement économique, axé sur les besoins de la population qu'on dit «traditionnelle» et les besoins des groupes. Il existe deux autres projets semblables: un dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve et un dans Pointe St-Charles. Des démarches pour l'obtention de subventions auprès des ministres et fonctionnaires concernés se sont faites en collaboration. En novembre dernier, ces trois quartiers ont reçu, à titre de projet pilote, une subvention de 900 000 \$. Soit 300 000 \$ chacun.

Des questions surgissent, énormes. Pourquoi le gouvernement cherche-t-

il aujourd'hui à encourager les initiatives communautaires en matière économique? À quel point faisons-nous son jeu en voulant régler nous-mêmes sur une base locale les problèmes d'emploi qu'il n'a pu résoudre lui-même? Quel genre d'emplois réussirons-nous à créer?

Questions impossibles à répondre tant qu'on ne tentera pas l'expérience.

Un bilan positif

Au détour d'un comité ou d'un autre, des personnes impliquées m'ont donné leur impression. Toutes sont conscientes des difficultés et des limites d'un regroupement comme **Alerte Centre-Sud**. Pour Louise Paiement, coordonnatrice, la difficulté, c'est d'arriver à trouver les mécanismes et le fonctionnement qui assurent une réelle participation des groupes et des résident-e-s du quartier. C'est à cette condition qu'on développera notre rapport de force, qu'on sera reconnu comme interlocuteur valable par les instances municipales et autres. Par contre, il ne s'agit pas de se substituer au rôle de l'État par nos actions. Pour Monique Verschelden et Jacques Tanguay, impliqués au niveau des comités, la difficulté, c'est de s'aventurer sur des terrains nouveaux. Dans le do-

maine économique, nos références et nos compétences sont minces. Pour d'autres, c'est d'arriver à ce que ce mouvement du quartier reflète les préoccupations de l'ensemble du Centre-Sud, et que chaque groupe y reconnaisse ses particularités locales.

Mais c'est, en même temps, ce caractère nouveau, appuyé sur une réelle volonté de mobilisation et de concertation qui les motive dans leur action. «C'est de sentir qu'on dépasse le climat de stagnation. On a senti, lors du colloque et dans les suites qu'il a générées, la volonté ferme de bouger, de réagir. Et c'est ça qui est encourageant.» Aucune hésitation de la part des personnes rencontrées: il faut encourager et soutenir, partager notre expérience, si jeune soit-elle, avec tous les milieux et quartiers populaires qui veulent aller dans le même sens.

Centre-Sud demain

Comme quartier, avons-nous d'autre choix que de prendre certains risques? Certaines initiatives seront perçues comme des succès, d'autres taxées d'échecs. De celles-là, il faudra savoir tirer des leçons utiles pour les expériences ultérieures.

Que sera Centre-Sud demain? Bien malin qui pourrait répondre. Mais si nous ne tentons rien aujourd'hui, sans l'ombre d'un doute, nous aurons reculé.

Une Corporation de Développement Économique et Communautaire, c'est:

- ☐ Un organisme sans but lucratif qui veut développer, sur une base de quartier, une nouvelle dynamique entre le communautaire et l'économique.
- ☐ Le volet économique comprend entre autres des services multiples qui aideront à la mise sur pied d'entreprises qui créeront des emplois pour la population traditionnelle du quartier. À long terme, les profits générés par le volet économique seront réinvestis dans le volet communautaire. La CDEC se veut donc un interlocuteur valable qui fera valoir l'ensemble des besoins des résident-e-s et des groupes du Centre-Sud, aux plans économique et communautaire.



ROBERT FRÉCHETTE — LA CRIÉE

«Wilson, Macdonald, Forget»: COUPEZ

André Giroux, Regroupement des chômeurs-ses du Québec

À peine deux mois après sa prise au pouvoir, le gouvernement conservateur lançait une première offensive dans le sens des coupures dans la Loi sur l'assurance-chômage.

«Les études effectuées sur ce programme (Assurance-chômage) portent à croire que ce dernier décourage peut-être la recherche d'un emploi et, dans certains cas, incite les gens à travailler juste assez longtemps pour avoir droit aux prestations.»(1)

Voilà ce que M. Wilson, ministre canadien des Finances, pense des chômeurs et des chômeuses. Pourtant, ils ne sont pas paresseux. Ce qui décourage la recherche d'emplois, c'est son absence. Combien de fois se sont-ils fait dire: «Non, il n'y a pas d'emplois offerts ici», «Ne nous rappelez pas, nous vous rappellerons», ou pire «Nous ne prenons plus de demandes d'emplois, nous en avons des dizaines».

Combien de villes et de villages vivent presque entièrement de prestations durant les mois d'hiver? La population de Gaspé et de l'Abitibi serait-elle plus paresseuse que celle de Montréal?

Se choisir un emploi...?

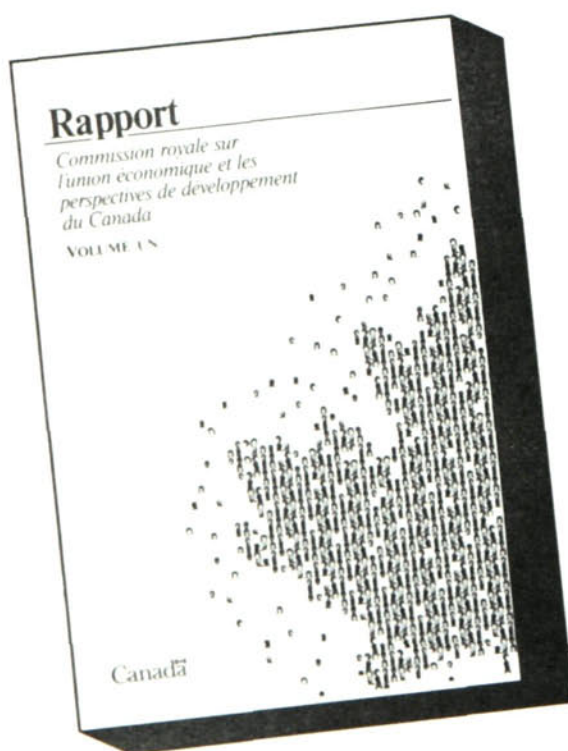
Statistiques Canada, dans ses calculs complexes et nébuleux, est pourtant obligé de constater que «les per-

sonnes qui ont perdu leur emploi forment proportionnellement le groupe de chômeurs le plus important (57%). Seulement 14% auront quitté volontairement leur emploi. Les autres sont ceux et celles qui auront pris leur retraite, congés de maternité, etc.».(2)

Il est cependant avantageux de faire porter le chômage sur le dos des chômeurs et des chômeuses. Cela permet encore de les culpabiliser, d'éviter qu'ils ne se regroupent et revendiquent leurs droits, de taire la situation économique réelle... et de couper les prestations aux personnes sans travail.

Selon le Conseil économique du Canada, organisme fédéral, de plus en plus de personnes sans travail acceptent le premier emploi qu'ils pourront décrocher. L'obtention de ces emplois devient de plus en plus une loterie. Souvenons-nous du fameux «tirage» d'emplois au Salon de la jeunesse: 50 emplois en loterie... 6 000 participants. Les apparences reflètent bien la réalité. Saviez-vous qu'au mois de septembre 1984, il s'est créé 4 000 emplois au Canada, soit un emploi pour 368 personnes en chômage? Dans ce même mois, 81 000 personnes nouvelles se retrouvaient sur le chômage, dont 17 000 au Québec. (3)

Qui mieux que les chômeurs et les chômeuses connaît la situation des sans-travail? Ils connaissent l'insécurité émotive et financière parce qu'ils la vivent. Perdre d'un coup 40% de ses revenus, ne pas savoir si l'on réussira à se trouver un autre emploi, il y a de quoi être insécure. Les jeunes manquent d'expérience, les personnes plus âgées n'ont plus la vitalité de la jeunesse, les personnes de couleur subissent le racisme, les femmes se voient fermer les portes des marchés non-traditionnels et quoi encore...



L'avenir du Macdonald: du cheap burger

Les préjugés ont la vie dure. La Commission Macdonald avait pour rôle de soumettre des recommandations pour améliorer l'économie canadienne. Elle en a soumis sur la Loi d'assurance-chômage. Ces recommandations ont de quoi faire augmenter le stress des chômeurs et chômeuses. Qu'on en juge:

- la réduction du taux des prestations à 50% du revenu;
- l'augmentation du nombre de semaines d'emploi donnant droit aux prestations: de 15 à 20 semaines au cours de l'année écoulée;
- le resserrement du rapport entre la durée maximum de versement des prestations et la durée minimale d'emploi; par exemple, deux ou trois semaines de travail pourraient donner droit à une semaine de prestations;
- l'élimination des particularités régionales dans le régime d'assurance-chômage (semaines supplémentaires d'assurance en fonction du taux de chômage régional). (4)

Selon le même rapport, si ces mesures avaient été appliquées en 1985, cela aurait permis d'économiser de 35% à 40% du coût du régime, soit environ 4 milliards de dollars.

Les commissaires croient que ces fonds devraient être utilisés pour faciliter l'adaptation au marché du travail. Mais quand on connaît les expériences actuelles en ce domaine, il n'y a pas de quoi se rassurer. Que l'on pense aux fameux programme DÉCLIC ou à certains programmes fédéraux de création d'emplois (art. 38) pour s'en convaincre. Ce n'est là qu'une nouvelle forme de cheap labour.

Vu d'un autre oeil

Le Regroupement des chômeurs et chômeuses du Québec (RCCQ) considère que la société n'a pas à faire payer les chômeurs et chômeuses pour la crise économique. Ils la paient déjà assez cher. La question n'en est pas une de déficit budgétaire, mais de **choix politiques**. Certaines études démontrent que 1 milliard \$ permet de créer 76 000 emplois dans le secteur

militaire mais qu'il permet de créer 187 000 emplois dans le secteur de l'éducation, 139 000 s'il est investi dans le secteur de la santé, 100 000 emplois dans le secteur de la construction (5). Messieurs et mesdames du pouvoir, pourquoi ne pas répondre aux besoins du peuple tout en créant des emplois? Ah, j'oubliais... c'est un choix politique.

Le nôtre, c'est de faire en sorte que les chômeurs et chômeuses n'aient pas à payer pour une crise économique dont ils ne sont pas responsables. C'est également de faire en sorte que les chômeurs et chômeuses ne servent pas de cheap labour à des patrons qui, pour garder ou accroître leur marge de profit, sont prêts à les faire travailler au salaire minimum et dans des conditions insalubres. Généralement, nous revendiquons un emploi convenable et/ou un revenu décent. De façon plus particulière, en matière d'assurance-chômage, nous demandons:

- l'abolition du délai de carence;
- que ne soient pas considérées, en vertu de la Loi d'assurance-chômage, les payes de vacances, primes de séparation et de retraite comme étant des revenus;
- l'abolition des catégories de chômeurs et, en ce sens, que 10 semaines de travail suffisent à tous pour obtenir des prestations;
- augmentation du taux de prestations de 60% à 75%;
- l'abolition des pénalités pour départ volontaire;
- l'abolition de la durée des prestations.

Le train Forget: à ne pas rater

Si la Commission Macdonald devait étudier l'ensemble de l'économie canadienne, la Commission Forget devra étudier uniquement la Loi d'assurance-chômage. Elle se promènera à travers le pays pour entendre le point de vue de tous ceux et celles qui voudront soumettre un mémoire. Le RCCQ a suggéré à ses membres de présenter un mémoire dans toutes les villes où ira la Commission. Mais notre action ne s'arrête pas là. Nous sommes pour le moins fort sceptiques sur

la véritable consultation de cette Commission. Expérience oblige...

En lien avec **Solidarité populaire Québec**, nous lançons un appel à venir manifester devant les audiences de la Commission Forget, qui auront lieu à Montréal, les 16 et 17 janvier prochains et, par la suite, ailleurs au Québec. Si nous voulons que nos revendications soient écoutées, il faudra les crier haut et fort. À suivre.

Références

1. Michael Wilson, Exposé économique et financier, Novembre 1984.
2. Étude de Statistiques Canada publiée dans **Le Soleil**, 26 janvier 1985.
3. **La Presse**, 6 octobre 1984.
4. Rapport Macdonald sur l'économie canadienne, Vol. 2, p. 675.
5. Bureau of Labour Statistics, Gouvernement des U.S.A.

NOUVELLES BRÈVES

COOPÉRATIVES

Le Comité provincial des coopératives de production, de travail et pré-coopératives annonce le lancement d'une étude sur le **Profil socio-économique des coopératives de travail au Québec** qui a été réalisé sous la direction de Benoît Lévesque, professeur à l'UQAM à la demande du Comité.

Le rapport de recherche fournit des données inédites sur l'ensemble des coopératives de travail selon les activités, les régions, la taille des entreprises, etc... Il identifie bien les principales difficultés et principaux objectifs. Il fournit également des données précises sur le nombre et le type d'emplois créés. Enfin, il propose une analyse économique et financière de ces entreprises.

Coût d'un exemplaire: 5,50\$ (frais de manutention de 1,50\$ en sus)

S'adresser au
Comité provincial des coopératives de travailleurs-euses du Québec
3424 Ontario est,
Montréal, Québec H1W 1P9
Tél.: (514) 526-7284

Dans le fond de la mine de Siglo XX (Bolivie)

UNE SEMAINE SANS VOIR LE SOLEIL...

JEAN-BERNARD DUHAMEL, o.m.i.,
curé de LLallagua

Plongé dans les couloirs obscurs de la mine d'étain de Siglo XX, privé pendant plus de six jours des splendeurs et de la chaleur du soleil de l'Altiplano, je découvre et contemple des merveilles plus lumineuses, plus brillantes et plus chaleureuses que l'astre du jour. J'ai expérimenté dans un partage total le sort de quelques 500 mineurs soumis à une grève de la faim, mesure adoptée par plus de 7 000 mineurs à travers toute la Bolivie dans plus de 12 districts. Terrés dans les galeries souterraines des mines, nous réclamions la libération et le retour de plus de 80 dirigeants syndicaux exilés: les uns confinés dans des régions insalubres de la zone tropicale du pays, les autres détenus et emprisonnés par le gouvernement de droite MNR de Victor Paz.

Une expérience unique dans ma vie de missionnaire, laquelle me valut ce que je désirais depuis longtemps... **vivre avec les mineurs ce qu'ils vivaient dans les profondeurs des ténèbres de la mine...** La première nuit, nous avons couché sur la terre humide en compagnie des rats et souris, respirant l'air raréfié et gazéifié. Nous étions congelés par le froid de l'intérieur de la mine. Les jours suivants, à mesure que les groupes des différentes sections de la mine se ralliaient à la grève de la faim, j'ai parcouru les galeries pour me lier d'amitié et, à leur invitation, prier et lire avec eux l'Évangile. Jusqu'à deux fois, j'ai célébré l'Eucharistie, mais dans un style assez différent de celui du temple... la dernière Cène et la Pâque dans une ambiance de lutte pour la libération. Il s'agissait de soutenir leur foi déjà combative, militante, contre les injustices dont ils se sentaient victimes de la part du gouvernement en place.

Pour ma part, je me sentais si solidaire de tous ces mineurs qu'ils m'ont considéré comme l'un des leurs, et cela, à part entière, soumis à la même discipline syndicale et courant les mêmes risques. J'avais acquis droit de parole dans les assemblées et discussions réalisées dans le fond de la mine, à l'abri ainsi des forces répressives. Et le plus beau s'amorçait: une pastorale missionnaire des plus incarnées. Dorénavant je pourrai compter sur plusieurs militants de différents partis politiques (communistes, trotskystes et d'autres encore plus radicaux) ouverts au dialogue et prêts à entreprendre une action de noyautage en vue de confronter leur engagement dans la lutte ouvrière avec les exigences radicales de la Bonne Nouvelle du Salut (la radicalité et l'extrémisme de l'Évangile, mais avec quelle force d'inspiration pour s'auto-critiquer!).

La grève générale de 35 jours et la grève de la faim — initiée à La Paz par une dizaine d'épouses de mineurs avec leurs enfants en bas âge — obtint gain de cause, c'est-à-dire la libération des chefs syndicaux. Et maintenant une libération plus merveilleuse s'annonçait pour moi comme pour eux, car j'avais appris beaucoup de mes compagnons de lutte, par exemple à me libérer de mes aises et habitudes embourgeoisées. Et j'espère que se lèvera bientôt dans le fond de ces enfers (Jésus est descendu aux enfers et est ressuscité...) une Église de mineurs, signe d'une prochaine résurrection avec le Christ. Ce sera le SOLEIL dans les mines. Une fois de plus le Seigneur aura fait que la réalité dépasse de beaucoup le rêve le plus ambitieux. Vraiment de quoi faire envier plusieurs Oblats, n'est-ce pas?



NOUVELLES BRÈVES ET RESSOURCES

C.I.A.F.T.

Le C.I.A.F.T. (Conseil d'Intervention pour l'Accès des Femmes au Travail), tenait son troisième Congrès annuel sous le thème RÉGIME — ÉCHANGE — ACTION.

Une diversité de thèmes d'ateliers qui touchaient plus spécialement l'accès au travail dont: le processus de sélection, la démarche d'orientation dans différents programmes d'intégration des femmes sur le marché du travail, la «Reconnaissance des acquis», les projets gouvernementaux sur la fiscalité et le revenu: conséquences pour les femmes, ont permis aux congressistes de préciser et de réaffirmer leur position en adoptant plusieurs recommandations:

- Que le C.I.A.F.T. dans ses actions d'intervention conserve comme axe premier celles qui sont directement reliées à l'accès des femmes au travail.
- Que le C.I.A.F.T. continue de s'impliquer dans le dossier «RECONNAISSANCE DES ACQUIS» particulièrement en ce qui concerne l'évaluation des acquis à des fins d'emploi.
- Que conformément à l'énoncé de politique en Education des Adultes que le C.I.A.F.T. intervienne pour revendiquer la nécessité d'assurer aux femmes un siège pour chaque Table de concertation «ACCUEIL-RÉFÉRENCE» et «ÉDUCATION MAIN-D'OEUVRE» et dénonce les difficultés d'acceptation dont plusieurs sont l'objet.

Dans le contexte électoral actuel, les congressistes ont recommandé que des pressions soient faites afin que le nouveau Gouvernement CONTINUE la démarche du projet de règlement sur les programmes d'accès à l'égalité, là où elle a été laissée avant le déclenchement des élections.

En regard de la «FÉMINISATION» de la pauvreté, les participantes se sont mises unanimement d'accord pour que le C.I.A.F.T. développe une expertise en ce qui touche la situation économique des femmes; qu'il prenne des positions critiques et développe des stratégies d'action pour améliorer cette situation.

Pour 1985-86, les membres du C.I.A.F.T. désirent accroître l'impact de leurs actions et améliorer leurs moyens d'intervention en région; c'est pourquoi le Conseil d'administration aura pour mandat de développer des mécanismes rapides

d'information tout en offrant une formation spécifique répondant aux attentes et aux besoins des membres.

LE NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION COMPOSÉ DE: Suzanne Blache, Mariette Carlos-Plourde, Anne Dumouchel, Suzanne Dumont, Evelyne Sheehy, Marie-Andrée Beaudoin, Denise Perron, Lorraine Bédard et Lyse Leduc, à la lumière des expériences antérieures, a priorisé trois grandes orientations pour la prochaine année:

- 1- **Les dossiers d'intervention:** Politique de plein emploi — Services d'orientation professionnelle — L'impact des nouvelles technologies sur les travailleuses — La discrimination systémique — Orientation scolaire des filles vers des options d'avenir.
- 2- **Services aux membres:** Publication d'un bulletin de liaison «BOUGE» — Service de formation — Renforcement de la participation et du fonctionnement des Tables régionales.
- 3- **Niveaux d'intervention:** Diversité des lieux et des types d'intervention interne et externe.

Le C.I.A.F.T., seul organisme provincial spécialisé dans l'accès des femmes au travail est et sera de plus en plus sollicité par diverses instances. A l'heure des grandes réformes sociales, le C.I.A.F.T. se doit de développer une expertise; il doit avant tout s'assurer qu'elle servira sa raison d'être qui est de **FAVORISER L'ACCÈS DES FEMMES AU MARCHÉ DU TRAVAIL.**

C.I.A.F.T.: (514) 844-0760.

CRÉATION D'UN FONDS POUR LA PAIX

Trois organisations nationales et internationales ont annoncé le 31 octobre dernier, la création d'un fonds pour la paix (Peacefund Canada), destiné à encourager toute initiative provenant d'organismes et d'individus voulant présenter des projets d'éducation et d'information sur la paix et le désarmement. Ces organismes sont le Conseil international d'éducation des adultes, l'Institut canadien d'éducation des adultes et la Canadian Association for Adult Education.

La création de ce fonds pour la paix s'inscrit dans la campagne éducative lancée en 1982 par l'assemblée générale de l'ONU, dont le but est d'informer, d'éduquer et d'appuyer les objectifs de l'ONU en matière de désarmement.

Le fonds pour la paix est déjà garni: 25,000\$ provenant d'organismes tel OXFAM, CUSO (Canadian University Service Overseas), The Canadian Institute for International Peace and Security et également de dons individuels. L'objectif visé est d'atteindre les 100,000\$ dans un an et 5 millions\$ d'ici dix ans.

«Apprentissage, développement et paix»: tels sont les grands thèmes sur lesquels les organismes et individus seront appelés à travailler.

Pour de plus amples informations, on peut contacter à Montréal Esther Désilets, directrice générale de l'Institut canadien d'éducation des adultes. (514) 842-2766

EN SOUVENIR



Le Père Paul-Émile Pelletier, o.m.i., rédacteur et ensuite directeur de la revue Vie Ouvrière (autrefois Prêtres et Laïcs) de 1962 à 1970 est décédé à Richelieu le 6 novembre 1985. Il restera longtemps dans la mémoire de ceux et celles qui l'ont connu à la J.O.C. où il a été accompagnateur spirituel de 1955 à 1964. Il aura laissé sa marque, ces dernières années, par son implication au service des couples et des familles dans les diocèses de St-Jean et de Montréal.

NOUVELLES BRÈVES ET RESSOURCES

NON-SYNDIQUÉ-E-S

«**Au Bas de L'Échelle**», groupe populaire à la défense des non-syndiqué-e-s offre gratuitement des sessions d'information sur vos droits au travail tous les mardis soirs et tous les jeudis matin.

Vous avez des problèmes au travail? et vous n'êtes pas syndiqués?

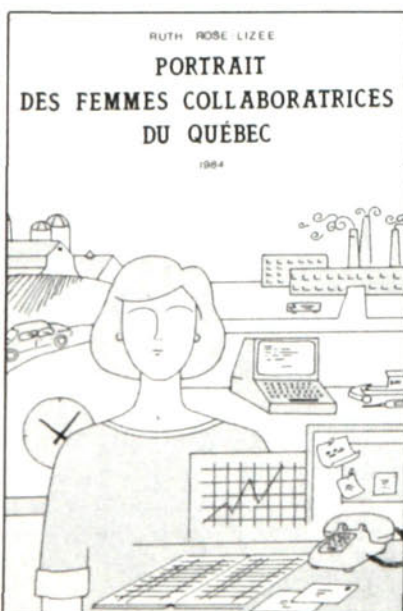
Venez nous voir! Soit le mardi soir à 6h p.m., soit le jeudi matin à 9h30!

Où? Au 6839-A, Drolet, suite 305, à Montréal, (métro Jean-Talon) Tél.: 270-7878

FEMMES COLLABORATRICES

Lors de son premier Colloque Canadien en octobre 1985, l'ADFC (Association Des Femmes Collaboratrices) a dévoilé les résultats d'une recherche effectuée en 1984, ayant pour but de tracer un portrait de la femme collaboratrice au Québec.

La collaboration, une vie, une carrière, qu'est-ce que c'est? Qui est la femme collaboratrice? Quel est son âge, sa scolarité, son travail? Quelles sont ses motivations et ses possibilités d'épanouissement au sein



de la famille et de l'entreprise, ses attentes? Quel est son statut, dans quel type d'entreprise travaille-t-elle?...

C'est en lisant le «**Portrait des Femmes Collaboratrices du Québec 1984**» écrit par Ruth Rose-Lizée, que vous aurez une réponse à toutes vos questions.

Ce livre est un petit bijou de documentation concernant la situation des femmes collaboratrices dans leurs différents secteurs, soit agricole, PME et professionnel.

Vous pouvez vous procurer ce livre en vous adressant à l'Association Des Femmes Collaboratrices, 14, rue Aberdeen, St-Lambert, J4P 1R3 (514) 672-4647.

AFEAS

L'Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale (AFEAS) est fière de vous annoncer la tenue de sessions «**RECONNAISSANCE DES ACQUIS**».

De quoi s'agit-il au juste?

Chaque année des milliers de femmes doivent se réorienter. Les apprentissages réalisés au foyer ou dans le bénévolat ne sont pas sanctionnés par un diplôme, ni reconnus officiellement comme apprentissage. D'un autre côté, les mécanismes qui s'élaborent actuellement suscitent des craintes quant à l'instrumentation qui sera utilisée pour l'évaluation des acquis.

C'est pourquoi l'AFEAS, fidèle à ses buts d'éducation populaire, a mis sur pied un programme de formation destiné à outiller ces femmes.

Les objectifs de formation de cette session «**RECONNAISSANCE DES ACQUIS**» se résument ainsi:

- Informer les femmes sur la notion de reconnaissance des acquis.
- Identifier les apprentissages acquis par le travail au foyer et le bénévolat.
- Choisir et organiser une action personnelle.

Rappelons que depuis 1979, l'AFEAS demande que la formation personnelle et les expériences acquises comme femme au foyer soient reconnues.

Voici les positions que les 33 000 membres de l'AFEAS ont adoptées sur le sujet:

- Qu'un mécanisme de reconnaissance des acquis soit établi non seulement en fonction d'un retour aux études, mais aussi en fonction d'une réintégration du marché du travail.
- Que les mesures d'évaluation des acquis par l'expérience soient élaborées autrement que par des tests de reconnaissance. Ex: entrevues, démonstrations, production de documents, etc.
- Que le mécanisme de reconnaissance des acquis soit le même partout au Québec.
- Que les conseillers dans les services d'accueil et référence soient habilités à aider la clientèle à transposer leurs acquis en objectifs de formation.

AFEAS: (514) 866-1813

CENTRE de CONSULTATION ET d'ANIMATION de l'ORATOIRE
8543 rue St-Laurent, Montréal H2P 2M9 - 382-0354



RAYMOND GOURDE, c.s.c.,
Counseling Pastoral

GERARD LAPORTE, c.s.c.,
Psychologue

GILLES SAUVE, c.s.c.,
Psychologue

NOUVEAU



Véritable livre-souvenir, l'agenda du cinquantième de la Centrale de l'enseignement du Québec est maintenant disponible au coût de 12 \$.

C'est un outil d'éducation syndicale qui fait le pont entre les luttes d'hier et celles d'aujourd'hui.

Il est fort bien illustré... et en couleur!

On peut se le procurer au:



Centrale
de l'enseignement
du Québec

Centre de documentation
Centrale de l'enseignement du Québec
2336, chemin Sainte-Foy, C.P. 5800
Sainte-Foy (Québec) G1V 4E5



**PARTOUT
AU
QUÉBEC**

CHICOUTIMI
(Saguenay Lac St-Jean)
73, rue Arthur Hamel sud
Chicoutimi G7H 3M9
(418) 549-9320

CHANDLER
(Gaspésie-Île de la Mad.)
165, rue Commerciale ouest
Chandler G0C 1K0
(418) 689-2294

DRUMMONDVILLE
451, rue Notre-Dame
Drummondville J2B 2K9
(819) 478-8158

GRANBY
371, rue St-Jacques
Granby J2G 3N5
(514) 372-6830

HAUTERIVE
(Côte Nord)
999, rue Comtois
Hauterive G5C 2A5
(418) 589-2069 589-2608

HULL
(Outaouais)
258, boul. St-Joseph
Hull J8Y 3X8
(819) 771-7447
771-7450
771-7453

JOLIETTE
(Lanaudière)
190, rue Montcalm
Joliette J6E 5G4
(514) 769-0762

MONTRÉAL
1601, rue Delorimier
Montréal, H2K 4M5
(514) 598-2021

QUÉBEC
155, boul. Charest est
Québec G1K 3G6
(418) 647-5700

RIMOUSKI
(Bas St-Laurent)
124, rue Ste-Marie
Rimouski G5L 4E3
(418) 723-7811

SEPT-ÎLES
619, rue Brochu
Sept-Îles G4R 2X7
(418) 962-5571

SHAWINIGAN
442, rue Willow
Shawinigan G9N 6T8
(819) 536-4433

SHERBROOKE
180, rue Acadie
Sherbrooke J1H 2T3
(819) 563-6515

SOREL
900, rue de l'Église
Tracy J3R 3R9
(514) 743-5502

ST-HYACINTHE
(Richelieu-Yamaska)
2425, rue Dessaulles
St-Hyacinthe J2S 2V2
(514) 438-4196

ST-JÉRÔME
(Laurentides)
289, rue de Villemure 2e étage
St-Jérôme J7Z 5J5
(514) 438-4196

ST-JEAN
(Haut-Richelieu)
180, rue Notre-Dame
St-Jean sur Richelieu
J3B 6N2
(514) 348-4965

TROIS-RIVIÈRES
550, rue St-Georges
Trois-Rivières G9A 2K8
(819) 378-5419

THETFORD-MINES
908, rue Labbé
Thetford G6G 2A8
(418) 338-3159

VAL D'OR
(Nord-Ouest québécois)
400, rue des Distributeurs
C.P. 1390
Val d'Or J9P 4P8
(819) 825-6137

VALLEYFIELD
(Sud-Ouest québécois)
412, boul. du Havre
Valleyfield J6S 1T2
(514) 371-555

VICTORIAVILLE
100, boul. Jutras est
Victoriaville G6P 4L5
(819) 758-6241

LANORAIE
38, rue Notre-Dame
Lanoraie J0K 1E0
(514) 887-2336

Offrez-vous une magnifique RELIURE pour conserver Vie Ouvrière



Cette auto-reliure peut contenir 16 numéros (2 ans)

Pour nos abonné-e-s: 6,95 \$ Pour les autres: 7,95 \$

Profitez-en pour compléter votre collection

- 183 — Le bénévolat des femmes
- 184 — Loi sur la santé-sécurité
- 185 — Les jeunes et leurs formes de résistance
- 186 — Les vacances
- 187 — Nos vies privées sous surveillance
- 188 — Le harcèlement sexuel à l'école
- 189 — Les médecines douces
- 190 — Pauvre et sans emploi

(2,50 \$ l'exemplaire. Ajouter 50¢ à chaque 5 exemplaires pour frais de poste.)

Pour ne rien manquer, il faut s'abonner

Je désire:

☐ _____ exemplaires des numéros suivants:

☐ une reliure (prévoir 6 semaines d'attente)

☐ _____ abonnement(s)

- ☐ de un an: 15 \$
- ☐ de soutien: 20 \$
- ☐ de deux ans: 28 \$
- ☐ à l'étranger: 18 \$
- ☐ 6 abonnements et plus: 12 \$ chaque

Nom: _____

Adresse: _____

_____ code postal

Revue Vie Ouvrière, 1212 Panet,
Montréal, Qc H2L 2Y7